



États financiers annuels Invesco 2025

Pour la période close le 31 décembre 2025

**Invesco S&P International Developed ESG
Index ETF**

© Invesco Canada Ltée, 2026. Tous droits réservés.

Les opinions exprimées par la direction d'Invesco Canada Ltée dans le présent rapport sont valables à la date du rapport, et le présent rapport ne vise pas à fournir des conseils juridiques, comptables ou fiscaux, ou encore des conseils particuliers en matière de placement. Les placements des portefeuilles et les répartitions sont en date du 31 décembre 2025, à moins d'indication contraire. Les opinions, les placements des portefeuilles et les répartitions peuvent avoir changé depuis cette date. Pour de l'information à jour sur le fonds, veuillez composer le 1.800.200.5376 ou visiter notre site Web à **[invesco.com/ca](https://www.invesco.com/ca)**.

Les placements dans des fonds négociés en Bourse (FNB) peuvent comporter des commissions, des frais de gestion et d'autres charges. Sauf indication contraire, chaque taux de rendement des périodes de plus d'un an est un taux de rendement total composé annuel historique qui tient compte des fluctuations de la valeur par part et du réinvestissement de la totalité des distributions, mais qui ne tient pas compte des commissions de courtage ni de l'impôt sur le revenu payable par un porteur de parts, qui auraient pour effet de réduire le rendement. Les FNB ne sont pas garantis, leurs valeurs changent fréquemment et il se peut que le rendement antérieur ne se répète pas. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Des exemplaires sont disponibles auprès d'Invesco à **[invesco.com/ca](https://www.invesco.com/ca)**.

Un placement dans les FNB comporte des risques, y compris, le cas échéant, le risque d'erreur dans la reproduction d'un indice sous-jacent. Pour une description complète des risques se rapportant aux FNB, veuillez lire le prospectus. Des commissions de courtage ordinaires s'appliquent à l'achat et à la vente de parts de FNB.

Le présent rapport peut contenir des énoncés portant sur les résultats probables ou futurs des activités, des revenus, des liquidités et des flux de trésorerie des FNBs, des niveaux de l'actif, des activités de fusion et de l'incidence des fusions conclues, des modifications d'ordre réglementaire, de la demande et du cours des parts des FNBs ainsi que des conditions générales de l'économie et du marché des valeurs mobilières. Ces énoncés peuvent être considérés comme des « énoncés prospectifs ». Les énoncés prospectifs se reconnaissent à l'emploi qu'ils font de termes comme « croire », « prévoir », « anticiper », « planifier », « évaluer », « estimer », « projeter » ou à l'emploi de verbes au futur ou au conditionnel comme « devra », « pourra », « devrait » et « pourrait » ou d'autres termes semblables pour évoquer des résultats futurs.

Les énoncés prospectifs ne constituent pas une garantie de rendement. Ils comportent des risques, des incertitudes et des hypothèses. Bien que nous formulions ces énoncés en fonction d'hypothèses que nous estimons raisonnables, rien ne garantit que les résultats réels ne différeront pas sensiblement des résultats avancés dans ces énoncés. L'investisseur est ainsi mis en garde de ne pas se fier indûment à ces énoncés. En ce qui concerne tout énoncé prospectif, le lecteur doit examiner attentivement les secteurs à risques décrits dans les plus récents prospectus des FNB. Il est possible de consulter ces documents dans le site Web de SEDAR+ à **[sedarplus.ca](https://www.sedarplus.ca)**.

Responsabilité de la direction en matière d'information financière

Les états financiers ci-joints ont été préparés par le gestionnaire, Invesco Canada Ltée (« Invesco »), pour le compte des fonds négociés en Bourse (« FNB ») Invesco. Les états financiers des FNB ont été approuvés par le conseil d'administration d'Invesco, à titre de gestionnaire et de fiduciaire. La direction est responsable de l'information et des déclarations contenues dans les présents états financiers. La direction a maintenu des processus adéquats permettant d'assurer la pertinence et la fiabilité de l'information financière produite. Les états financiers ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière et comprennent certains montants établis à partir d'estimations et de jugements. La note 2 des états financiers décrit les principales conventions comptables que la direction considère comme pertinentes pour les FNB.

Le conseil d'administration d'Invesco, à titre de fiduciaire, est responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers des FNB ainsi que de la supervision de la performance de la direction à l'égard de ses responsabilités en matière de présentation de l'information financière. Le conseil d'administration d'Invesco examine les états financiers, le caractère adéquat des contrôles internes, le processus d'audit et la présentation de l'information financière avec la direction et les auditeurs externes.

Les auditeurs externes des FNB, PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., ont audité les états financiers conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada afin d'exprimer une opinion sur les états financiers à l'intention des porteurs de parts. Leur rapport est présenté à la section Rapport de l'auditeur indépendant.



Glenn Brightman

*Administrateur, président du conseil
et président et chef de la direction
d'Invesco Canada Ltée*

Le 20 mars 2026

Gouvernance des fonds

Les FNB offerts aux termes du prospectus simplifié d'Invesco sont tous constitués en fiducies.

Invesco, en sa qualité de gestionnaire et de fiduciaire des FNB, a la responsabilité juridique ultime et absolue de diriger et de gérer les activités et les affaires des FNB, conformément aux lois applicables et aux déclarations de fiducie.

Les états financiers ci-joints ont été examinés et approuvés par le conseil d'administration d'Invesco.

Le conseil d'administration d'Invesco se compose actuellement des quatre personnes suivantes :

Glenn Brightman
Jordan Krugman
Jason MacKay
James Russell

Le gestionnaire a également constitué un comité d'examen indépendant (CEI), conformément aux exigences du *Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Les membres du CEI sont James Anderson, Louise Brindle, William Hatanaka, William Moriarty, Colleen Sidford, Linda Stromme and Richard Talbot. Le mandat du CEI consiste à examiner les politiques et procédures écrites du gestionnaire qui traitent des questions de conflits d'intérêts concernant les FNB et à formuler des commentaires sur ces politiques et procédures. Le CEI peut également approuver certaines fusions mettant en cause les FNB et tout changement d'auditeurs externes des FNB. Des renseignements supplémentaires au sujet du CEI se trouvent dans le prospectus des FNB.

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux porteurs de parts et au fiduciaire de

Invesco Canadian Government Floating Rate Index ETF (auparavant, Invesco 1-3 Year Laddered Floating Rate Note Index ETF)
Invesco 1-5 Year Laddered Investment Grade Corporate Bond Index ETF
Invesco Long Term Government Bond Index ETF
Invesco ESG Canadian Core Plus Bond ETF
Invesco ESG Global Bond ETF
Invesco Canadian Dividend Index ETF
Invesco S&P International Developed Dividend Aristocrats ESG Index ETF
Invesco S&P US Dividend Aristocrats ESG Index ETF
Invesco S&P/TSX Canadian Dividend Aristocrats ESG Index ETF
Invesco ESG NASDAQ 100 Index ETF
Invesco S&P 500 ESG Index ETF
Invesco S&P International Developed ESG Index ETF
Invesco S&P/TSX Composite ESG Index ETF
Invesco S&P 500 Equal Weight Index ETF
Invesco S&P Europe 350 Equal Weight Index ETF
Invesco S&P 500 Low Volatility Index ETF
Invesco S&P/TSX Composite Low Volatility Index ETF
Invesco RAFI Canadian Index ETF (auparavant, Invesco FTSE RAFI Canadian Index ETF)
Invesco RAFI Global Small-Mid ETF (auparavant, Invesco FTSE RAFI Global Small-Mid ETF)
Invesco RAFI U.S. Index ETF (auparavant, Invesco FTSE RAFI U.S. Index ETF)
Invesco RAFI U.S. Index ETF II (auparavant, Invesco FTSE RAFI U.S. Index ETF II)
Invesco NASDAQ 100 Equal Weight Index ETF
Invesco NASDAQ 100 Index ETF
Invesco NASDAQ Next Gen 100 Index ETF
Invesco Russell 1000 Dynamic-Multifactor Index ETF
Invesco Morningstar Global Energy Transition Index ETF
Invesco International Developed Dynamic-Multifactor Index ETF
Invesco Morningstar Global Next Gen AI Index ETF
Invesco US Treasury Floating Rate Note Index ETF (USD)
Invesco Canadian Core Plus Bond ETF
Invesco Global Bond ETF
Invesco S&P 500 Equal Weight Income Advantage ETF
Invesco S&P/TSX 60 Equal Weight Index ETF
Invesco NASDAQ 100 Income Advantage ETF

(individuellement, le « fonds »)

Notre opinion

À notre avis, les états financiers ci-joints de chaque fonds au 31 décembre 2025 donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de chaque fonds, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie aux dates et pour les périodes indiquées à la note 1 b), conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (normes IFRS de comptabilité).

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers de chaque fonds, qui comprennent :

- les états de la situation financière à la date de clôture des périodes indiquées à la note 1 b);
- les états du résultat global pour les périodes indiquées à la note 1 b);
- les états de l'évolution de la situation financière pour les périodes indiquées à la note 1 b);
- les tableaux des flux de trésorerie pour les périodes indiquées à la note 1 b);
- les notes annexes, qui comprennent les informations significatives sur les méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de chaque fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada, et nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Rapport de l'auditeur indépendant

Autres informations

La responsabilité des autres informations de chaque fonds incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport annuel de la direction sur le rendement de chaque fonds.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers de chaque fonds, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers de chaque fonds ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers de chaque fonds conformément aux normes IFRS de comptabilité, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de chaque fonds à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'un des fonds ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de chaque fonds.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers de chaque fonds, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers de chaque fonds prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers de chaque fonds comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de chaque fonds;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de chaque fonds à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers de chaque fonds au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'un des fonds à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers de chaque fonds, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu.

Rapport de l'auditeur indépendant

L'associée responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Christina Fox.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés
Toronto (Ontario)
Le 20 mars 2026

Invesco S&P International Developed ESG Index ETF

États de la situation financière

aux 31 décembre 2025 et 2024 (voir note 1 b))

(en milliers de dollars, sauf les montants par part)

	31 décembre 2025	31 décembre 2024		31 décembre 2025	31 décembre 2024
Actif			Actif net attribuable aux porteurs de parts, par série		
Actif courant					
Placements - à la juste valeur	17 500 \$	14 789 \$	Parts en \$ CA	13 506 \$	12 394 \$
Trésorerie	907	66	Parts couvertes en \$ CA	4 024 \$	2 388 \$
Actifs dérivés - à la juste valeur	38	15			
Montant à recevoir sur la vente de placements	382	-	Actif net attribuable aux porteurs de parts, par part		
Revenus à recevoir	326	72	Parts en \$ CA	24,56 \$	22,54 \$
	<u>19 153</u>	<u>14 942</u>	Parts couvertes en \$ CA	26,83 \$	23,88 \$
Passif					
Passif courant					
Passifs dérivés - à la juste valeur	2	9			
Frais de gestion à payer	4	3			
Distributions à payer	1 617	148			
	<u>1 623</u>	<u>160</u>			
Actif net attribuable aux porteurs de parts	<u>17 530 \$</u>	<u>14 782 \$</u>			

Approuvé au nom du conseil d'administration
d'Invesco Canada Ltée, à titre de fiduciaire



Glenn Brightman
Administrateur

Invesco S&P International Developed ESG Index ETF

États du résultat global

pour les périodes closes les 31 décembre 2025 et 2024 (voir note 1 b))

(en milliers de dollars, sauf les montants par part)

	31 décembre 2025	31 décembre 2024		31 décembre 2025	31 décembre 2024
Revenus					
Gain (perte) net sur les placements :			Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts liée aux activités, par série		
Dividendes	4 978 \$	962 \$	Parts en \$ CA	21 352 \$	3 880 \$
Gain (perte) net réalisé sur la vente de placements	16 109	7 311	Parts couvertes en \$ CA	515 \$	348 \$
Variation de la plus-value (moins-value) latente des placements	1 624	(3 864)	Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts liée aux activités, par part		
Gain (perte) net sur les placements	22 711	4 409	Parts en \$ CA	5,03 \$	3,95 \$
Gain (perte) net sur dérivés :			Parts couvertes en \$ CA	4,44 \$	3,48 \$
Gain (perte) net réalisé sur la vente de dérivés	(78)	2			
Variation de la plus-value (moins-value) latente des dérivés	30	(3)			
Gain (perte) net sur dérivés	(48)	(1)			
Gain (perte) de change	41	(15)	1) Taux des frais de gestion		
Variation du gain (perte) de change latent sur les autres actifs nets	12	2	Parts en \$ CA	0,25 %	0,25 %
Revenu tiré du prêt de titres	32	4	Parts couvertes en \$ CA	0,25 %	0,25 %
Autres revenus	511	54			
Total des revenus (montant net)	23 259	4 453			
Charges (voir note 4)					
Frais de gestion ¹⁾	306	64			
Frais de transactions liés aux services de garde	251	42			
Coûts de transactions	548	58			
Frais du comité d'examen indépendant	2	1			
Total des charges	1 107	165			
Moins : charges absorbées par le gestionnaire	(253)	(43)			
Charges nettes	854	122			
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts liée aux activités, avant retenues d'impôts	22 405	4 331			
Remboursement de retenues d'impôts (retenues d'impôts)	(538)	(103)			
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts liée aux activités	21 867 \$	4 228 \$			

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers.

Invesco S&P International Developed ESG Index ETF

États de l'évolution de la situation financière

pour les périodes closes les 31 décembre 2025 et 2024 (voir note 1 b))

(en milliers)

	Parts en \$ CA	
	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts liée aux activités	21 352 \$	3 880 \$
Distributions		
Revenu net de placement	(4 261)	(723)
Gains nets réalisés sur les placements	(14 876)	(1 585)
Remboursement de capital	(73)	(133)
Total des distributions	(19 210)	(2 441)
Opérations des porteurs de parts ¹⁾		
Produit de l'émission de parts	278 597	24 855
Distributions réinvesties	14 876	2 003
Paiement pour les rachats de parts	(294 503)	(54 737)
Total des opérations des porteurs de parts	(1 030)	(27 879)
Augmentation (diminution) totale de l'actif net attribuable aux porteurs de parts	1 112	(26 440)
Actif net attribuable aux porteurs de parts à l'ouverture de la période	12 394	38 834
Actif net attribuable aux porteurs de parts à la clôture de la période	13 506 \$	12 394 \$

¹⁾ Opérations sur part du fonds

	Nombre de parts	
Parts à l'ouverture de la période	550	1 900
Achats au cours de la période	11 700	1 100
Réinvestissements au cours de la période	-	-
Rachats au cours de la période	(11 700)	(2 450)
Parts à la clôture de la période	550	550

	Parts couvertes en \$ CA	
	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts liée aux activités	515 \$	348 \$
Distributions		
Revenu net de placement	(150)	(105)
Gains nets réalisés sur les placements	(1 105)	(386)
Remboursement de capital	(3)	(28)
Total des distributions	(1 258)	(519)
Opérations des porteurs de parts ¹⁾		
Produit de l'émission de parts	2 608	-
Distributions réinvesties	1 105	407
Paiement pour les rachats de parts	(1 334)	-
Total des opérations des porteurs de parts	2 379	407
Augmentation (diminution) totale de l'actif net attribuable aux porteurs de parts	1 636	236
Actif net attribuable aux porteurs de parts à l'ouverture de la période	2 388	2 152
Actif net attribuable aux porteurs de parts à la clôture de la période	4 024 \$	2 388 \$

¹⁾ Opérations sur part du fonds

	Nombre de parts	
Parts à l'ouverture de la période	100	100
Achats au cours de la période	100	-
Réinvestissements au cours de la période	-	-
Rachats au cours de la période	(50)	-
Parts à la clôture de la période	150	100

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers.

Invesco S&P International Developed ESG Index ETF

États de l'évolution de la situation financière

pour les périodes closes les 31 décembre 2025 et 2024 (voir note 1 b))

(en milliers)

	Total	
	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts liée aux activités	21 867 \$	4 228 \$
Distributions		
Revenu net de placement	(4 411)	(828)
Gains nets réalisés sur les placements	(15 981)	(1 971)
Remboursement de capital	(76)	(161)
Total des distributions	(20 468)	(2 960)
Opérations des porteurs de parts		
Produit de l'émission de parts	281 205	24 855
Distributions réinvesties	15 981	2 410
Paiement pour les rachats de parts	(295 837)	(54 737)
Total des opérations des porteurs de parts	1 349	(27 472)
Augmentation (diminution) totale de l'actif net attribuable aux porteurs de parts	2 748	(26 204)
Actif net attribuable aux porteurs de parts à l'ouverture de la période	14 782	40 986
Actif net attribuable aux porteurs de parts à la clôture de la période	17 530 \$	14 782 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers.

Invesco S&P International Developed ESG Index ETF

Tableaux des flux de trésorerie

pour les périodes closes les 31 décembre 2025 et 2024 (voir note 1 b))
(en milliers de dollars)

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts liée aux activités	21 867 \$	4 228 \$
Ajustements au titre des éléments suivants :		
Coûts de transactions	548	58
(Gain) perte net réalisé sur la vente de placements	(16 109)	(7 311)
Variation de la plus-value (moins-value) latente des placements	(1 624)	3 864
Coût d'achat de placements	(309 983)	(29 011)
Produit obtenu à la vente et à l'échéance des placements	324 075	58 512
Variation de la plus-value (moins-value) latente des dérivés	(30)	3
(Augmentation) diminution des revenus à recevoir et des autres actifs	(254)	(18)
Augmentation (diminution) des charges à payer et des autres montants à payer	1	(5)
Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation	18 491	30 320
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Produit des souscriptions des porteurs de parts	281 205	24 855
Paiements des rachats des porteurs de parts	(295 837)	(54 737)
Distributions versées aux porteurs de parts	(3 018)	(686)
Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités de financement	(17 650)	(30 568)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie	841	(248)
Trésorerie (dette bancaire) à l'ouverture de la période	66	314
Trésorerie (dette bancaire) à la clôture de la période	907 \$	66 \$
Dividendes reçus, après retenues d'impôts ¹⁾	4 187 \$	841 \$

¹⁾ Éléments classés dans les activités d'exploitation.

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers.

Invesco S&P International Developed ESG Index ETF

Inventaire du portefeuille au 31 décembre 2025

Nombre d'actions ou de parts	Coût moyen (\$)	Juste valeur (\$)	Nombre d'actions ou de parts	Coût moyen (\$)	Juste valeur (\$)		
Actions (99,83 %)							
Australie (7,41 %)							
414	ALS Ltd.	6 298	8 307	98	UCB S.A.	27 401	37 405
2 431	ANZ Group Holdings Ltd.	66 061	80 507	133	Brésil (0,04 %)		
1 072	APA Group	7 757	8 774		Yara International ASA	6 088	7 455
503	Aristocrat Leisure Ltd.	29 962	26 673	89	Cameroun (0,03 %)		
159	ASX Ltd.	9 556	7 457		Golar LNG Ltd.	5 166	4 540
849	Atlas Arteria Ltd.	3 815	3 782		Chili (0,10 %)		
1 427	Aurizon Holdings Ltd.	4 094	4 756	281	Antofagasta PLC	9 560	16 883
358	BlueScope Steel Ltd.	7 496	7 830		Chine (0,13 %)		
1 110	Brambles Ltd.	21 221	23 217	1 388	Budweiser Brewing Co. APAC Ltd.	2 100	1 856
309	CAR Group Ltd.	9 717	8 669	1 768	Chow Tai Fook Jewellery Group Ltd.	3 108	3 871
54	Cochlear Ltd.	13 043	12 842	599	ENN Energy Holdings Ltd.	6 448	7 303
1 094	Coles Group Ltd.	20 533	21 418	753	The Wharf (Holdings) Ltd.	2 629	2 883
1 363	Commonwealth Bank of Australia	199 595	199 275	2 139	Wilmar International Ltd.	7 213	7 009
395	CSL Ltd.	83 642	62 264		Danemark (0,76 %)		
876	Dexus	5 699	5 534	75	Carlsberg AS	13 485	13 447
1 654	Evolution Mining Ltd.	11 949	18 960	161	DSV A/S	46 160	55 548
1 355	Fortescue Ltd.	21 083	27 139	281	Novonesis (Novozymes) B	25 281	24 629
472	James Hardie Industries PLC	16 855	13 272	377	Orsted A/S	9 600	9 858
755	Lynas Rare Earths Ltd.	6 000	8 481	823	Vestas Wind Systems A/S	18 733	30 494
289	Macquarie Group Ltd.	54 000	53 491		Finlande (1,49 %)		
144	Mineral Resources Ltd.	3 365	7 120	359	Fortum Oyj	8 344	10 443
3 215	Mirvac Group	6 248	6 003	223	Kesko Oyj	6 676	6 893
2 495	National Australia Bank Ltd.	82 717	96 088	318	KONE Oyj, cat. B	26 636	30 861
523	NEXTDC Ltd.	6 015	5 964	575	Metso Oyj	9 218	13 705
1 166	Northern Star Resources Ltd.	21 568	28 105	352	Neste Oyj	5 676	10 909
382	Orica Ltd.	5 927	8 451	4 270	Nokia Oyj	32 028	37 711
2 492	PLS Group Ltd.	4 316	9 562	2 818	Nordea Bank Abp	54 597	72 571
1 231	QBE Insurance Group Ltd.	23 387	22 323	2 045	Sampo Oyj	29 360	33 894
155	Ramsay Health Care Ltd.	4 671	4 854	500	Stora Enso Oyj	7 157	8 552
42	REA Group Ltd.	8 861	7 013	430	UPM-Kymmene Corp.	16 702	17 029
303	Rio Tinto Ltd.	31 899	40 488	395	Wartsila OYJ Abp	11 195	19 157
869	Rio Tinto PLC	76 036	95 745		France (10,03 %)		
2 646	Santos Ltd.	15 014	14 886	471	Air Liquide	128 096	121 270
4 249	Scentre Group Ltd.	13 865	16 269	1 367	AXA SA	82 498	89 850
291	SEEK Ltd.	6 031	6 121	820	BNP Paribas	91 742	106 272
403	Sonic Healthcare Ltd.	9 297	8 311	574	Bolloré SE	4 821	4 419
3 662	South32 Ltd.	10 094	11 873	153	Bouygues SA	9 416	10 896
1 974	Stockland	9 473	10 309	126	Capgemini SE	27 654	28 661
883	Suncorp Group Ltd.	15 648	14 198	374	Compagnie de Saint-Gobain	52 600	52 100
1 561	The GPT Group	6 608	7 716	578	Compagnie Générale des Établissements Michelin	28 141	26 245
2 537	Transurban Group	31 526	32 886	913	Crédit Agricole SA	23 165	25 749
705	Treasury Wine Estates Ltd.	5 755	3 370	528	Danone	59 633	65 240
3 185	Vicinity Ltd.	6 599	7 427	537	Dassault Systèmes	26 685	20 552
925	Wesfarmers Ltd.	63 688	68 257	1 428	Engie SA	40 909	51 388
2 787	Westpac Banking Corp.	82 450	97 961	238	EssilorLuxottica	100 979	103 090
1 549	Woodside Energy Group Ltd.	31 990	33 083	28	Hermès International	105 320	95 234
996	Woolworths Group Ltd.	27 280	26 691	58	Kering	21 160	27 764
393	Worley Ltd.	4 717	4 495	214	Legrand	35 358	43 581
	Autriche (0,13 %)			188	L'Oréal	106 112	110 565
59	ANDRITZ AG	5 252	6 303	208	LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton SE	188 675	214 765
118	OMV AG	8 055	8 995	1 496	Orange S.A.	29 078	34 196
14	STRABAG SE	1 450	1 823	163	Pernod Ricard	24 285	19 119
64	Telekom Austria AG	911	926	185	Publicis Groupe SA	26 165	26 318
86	voestalpine AG	3 162	5 188	22	Sartorius Stedim Biotech S.A.	7 073	7 402
	Belgique (0,50 %)			441	Schneider Electric SE	153 420	165 271
63	Groupe Bruxelles Lambert NV	6 885	7 675	570	Société Générale	38 056	62 860
204	KBC Group NV	27 461	36 395	528	STMicroelectronics N.V.	16 916	18 786
57	Syensqo SA	5 764	6 254	1 654	TotalEnergies SE	140 007	147 724
				412	VINCI SA	74 181	79 400

Invesco S&P International Developed ESG Index ETF

Inventaire du portefeuille au 31 décembre 2025

Nombre d'actions ou de parts		Coût moyen (\$)	Juste valeur (\$)	Nombre d'actions ou de parts		Coût moyen (\$)	Juste valeur (\$)
753	FANUC Corp.	30 832	40 141	2 029	Mizuho Financial Group, Inc.	77 675	101 433
171	Fast Retailing Co., Ltd.	78 571	84 933	1 062	MS&AD Insurance Group Holdings, Inc.	31 582	34 153
122	Fuji Electric Co., Ltd.	9 474	12 673	1 503	Murata Manufacturing Co., Ltd.	34 897	42 552
1 013	FUJIFILM Holdings Corp.	29 766	29 443	1 112	NEC Corp.	37 737	51 540
224	Fujikura Ltd.	15 661	34 027	204	NGK Insulators, Ltd.	3 795	5 997
1 417	Fujitsu Ltd.	42 249	53 346	81	NH Foods Ltd.	4 383	4 633
252	Hakuhodo DY Holdings Inc.	2 605	2 574	225	Nichirei Corp.	4 008	3 664
254	Hamamatsu Photonics K.K.	3 559	3 701	855	Nidec Corp.	19 244	15 903
195	Hankyu Hanshin Holdings, Inc.	7 653	6 718	271	Nikon Corp.	3 944	4 145
167	Haseko Corp.	3 570	4 545	953	Nintendo Co., Ltd.	103 794	88 137
96	Hitachi Construction Machinery Co., Ltd.	3 733	3 887	192	Nippon Express Holdings, Inc.	4 918	5 629
3 733	Hitachi, Ltd.	139 667	160 370	870	Nippon Paint Holdings Co., Ltd.	8 699	7 980
3 312	Honda Motor Co., Ltd.	45 220	44 528	5	Nippon Prologis REIT, Inc.	3 857	4 057
280	Hoya Corp.	49 222	58 173	173	Nippon Sanso Holdings Corp.	7 694	7 080
551	Hulic Co., Ltd.	7 738	8 258	4 377	Nippon Steel Corp.	25 787	24 535
246	IBIDEN Co., Ltd.	6 711	14 555	354	Nippon Yusen Kabushiki Kaisha	16 443	15 707
883	IHI Corp.	16 000	21 265	111	Nissan Chemical Corp.	4 859	5 225
749	INPEX Corp.	15 049	20 521	1 937	Nissan Motor Co., Ltd.	6 415	6 593
285	Isetan Mitsukoshi Holdings Ltd.	5 537	5 671	218	Nisshin Seifun Group Inc.	3 758	3 658
6 160	ITOCHU Corp.	86 112	106 631	192	Nissin Foods Holdings Co., Ltd.	5 621	4 889
221	J. Front Retailing Co., Ltd.	3 782	4 244	135	Niterra Co., Ltd.	7 428	8 148
126	Japan Airlines Co., Ltd.	3 230	3 201	554	Nitto Denko Corp.	15 120	18 069
81	Japan Airport Terminal Co., Ltd.	3 216	3 112	2 397	Nomura Holdings, Inc.	21 327	27 353
841	Japan Exchange Group, Inc.	12 996	12 296	465	Nomura Real Estate Holdings, Inc.	3 817	3 932
5	Japan Metropolitan Fund Investment Corp.	4 615	5 419	355	Nomura Research Institute, Ltd.	18 549	18 506
1 457	Japan Post Bank Co., Ltd.	21 181	28 096	54	NS Solutions Corp.	1 944	2 086
1 406	Japan Post Holdings Co., Ltd.	19 452	20 322	24 342	NTT, Inc.	34 695	33 661
146	Japan Post Insurance Co., Ltd.	4 544	6 015	536	Obayashi Corp.	11 486	15 366
522	JFE Holdings, Inc.	8 661	9 116	727	Oji Holdings Corp.	4 699	5 468
111	Kadokawa Corp.	4 125	3 079	928	Olympus Corp.	17 016	16 118
366	Kajima Corp.	11 808	18 694	159	OMRON Corp.	6 478	5 510
380	Kao Corp.	22 868	20 775	383	Ono Pharmaceutical Co., Ltd.	6 146	7 269
522	Kawasaki Kisen Kaisha, Ltd.	9 964	9 954	983	Oriental Land Co., Ltd.	29 659	24 911
2 286	KDDI Corp.	54 909	54 198	5	ORIX JREIT Inc.	4 390	4 643
156	Kintetsu Group Holdings Co., Ltd.	4 502	4 186	325	Osaka Gas Co., Ltd.	11 137	15 469
663	Kirin Holdings Co., Ltd.	13 376	13 595	186	Otsuka Corp.	5 487	5 250
775	Komatsu Ltd.	33 112	33 688	1 236	Rakuten Group, Inc.	10 275	10 849
85	Konami Group Corp.	17 267	15 813	1 275	Recruit Holdings Co., Ltd.	99 727	98 141
825	Kubota Corp.	14 194	16 014	1 524	Renesas Electronics Corp.	28 474	28 594
284	Kuraray Co., Ltd.	4 591	3 946	151	Resonac Holdings Corp.	6 755	8 624
87	Kurita Water Industries Ltd.	4 227	4 842	465	Ricoh Co., Ltd.	6 789	5 605
1 145	Kyocera Corp.	18 983	21 988	280	Rohm Co. Ltd.	3 990	5 449
193	Kyowa Kirin Co., Ltd.	4 316	4 255	458	Ryohin Keikaku Co., Ltd.	11 469	11 078
251	LIXIL Corp.	4 044	4 158	279	Santen Pharmaceutical Co., Ltd.	3 855	3 964
2 019	LY Corp.	9 750	7 359	181	Sanwa Holdings Corp.	7 853	6 456
1 353	Marubeni Corp.	34 433	51 617	345	Sapporo Holdings Ltd.	5 296	5 080
150	Marui Group Co., Ltd.	4 222	4 221	213	Seibu Holdings Inc.	7 534	8 017
216	Meiji Holdings Co., Ltd.	6 859	6 576	256	Seiko Epson Corp.	5 155	4 445
1 116	Mitsubishi Chemical Group Corp.	7 794	8 949	331	Sekisui Chemical Co., Ltd.	7 862	7 625
3 282	Mitsubishi Corp.	87 047	102 831	541	Sekisui House, Ltd.	17 138	16 536
1 722	Mitsubishi Electric Corp.	46 489	68 777	1 952	Seven & i Holdings Co., Ltd.	40 166	38 414
1 020	Mitsubishi Estate Co., Ltd.	25 297	33 946	382	SG Holdings Co., Ltd.	5 529	4 787
170	Mitsubishi Gas Chemical Co., Inc.	3 889	4 230	220	Shimadzu Corp.	8 035	8 023
600	Mitsubishi Motors Corp.	2 031	1 954	444	Shimizu Corp.	6 439	10 384
9 830	Mitsubishi UFJ Financial Group, Inc.	179 119	213 711	1 618	Shin-Etsu Chemical Co., Ltd.	66 473	68 844
2 367	Mitsui & Co., Ltd.	68 073	96 290	652	Shionogi & Co., Ltd.	14 977	16 165
326	Mitsui Chemicals, Inc.	5 221	5 710	326	Shiseido Co., Ltd.	7 609	6 499
296	Mitsui O.S.K. Lines, Ltd.	14 498	12 190	186	Skylark Holdings Co., Ltd.	5 143	5 477
				23 416	SoftBank Corp.	47 887	44 039
				3 392	SoftBank Group Corp.	95 261	130 349

Invesco S&P International Developed ESG Index ETF

Inventaire du portefeuille au 31 décembre 2025

Nombre d'actions ou de parts		Coût moyen (\$)	Juste valeur (\$)	Nombre d'actions ou de parts		Coût moyen (\$)	Juste valeur (\$)
171	Sojitz Corp.	5 390	7 285	135	Xero Ltd.	19 992	14 008
761	Sompo Holdings, Inc.	32 518	35 383		Norvège (0,50 %)		
5 010	Sony Group Corp.	177 230	176 039	247	Aker BP ASA	7 612	8 610
1 351	Sumitomo Chemical Co., Ltd.	4 502	5 269	869	AutoStore Holdings Ltd.	646	1 382
647	Sumitomo Electric Industries, Ltd.	19 625	35 697	688	Equinor ASA	22 649	22 224
504	Sumitomo Forestry Co., Ltd.	7 133	7 028	245	Leroey Seafood Group ASA	1 560	1 684
224	Sumitomo Metal Mining Co., Ltd.	8 191	12 287	365	Mowi ASA	9 801	12 027
818	Sumitomo Realty & Development Co., Ltd.	22 591	28 132	1 065	Norsk Hydro ASA	8 660	11 261
104	Suntory Beverage & Food Ltd.	4 822	4 284	613	Orkla ASA	9 022	9 351
390	Symex Corp.	9 239	5 246	356	Storebrand ASA	6 030	8 334
135	Taisei Corp.	11 478	17 526	191	TOMRA Systems ASA	3 740	3 507
1 297	Takeda Pharmaceutical Co. Ltd.	52 972	55 193	807	Var Energi ASA	3 357	3 614
29	TBS Holdings, Inc.	1 259	1 466	163	Vend Marketplaces ASA	6 803	6 192
1 584	TDK Corp.	25 218	30 698		Portugal (0,18 %)		
1 206	Terumo Corp.	30 700	24 012	2 454	EDP, S.A.	13 747	15 483
119	The Yokohama Rubber Co., Ltd.	3 884	6 273	341	Galp Energia, SGPS, S.A.	7 954	8 044
166	TIS Inc.	7 287	7 639	226	Jeronimo Martins, SGPS, S.A.	7 626	7 367
101	Toho Co., Ltd.	7 989	7 053		Singapour (1,33 %)		
1 576	Tokio Marine Holdings, Inc.	81 777	79 804	3 117	CapitaLand Ascendas REIT	8 910	9 389
384	Tokyo Electron Ltd.	87 779	117 158	4 711	CapitaLand Integrated Commercial Trust	10 546	11 980
260	Tokyo Gas Co., Ltd.	12 001	14 120	1 865	CapitaLand Investment Ltd.	5 169	5 378
98	Tokyo Ohka Kogyo Co., Ltd.	2 978	4 976	467	City Developments Ltd.	2 980	3 980
171	Tokyo Tatemono Co., Ltd.	4 498	5 310	1 642	DBS Group Holdings Ltd.	81 582	98 548
464	Tokyu Corp.	7 783	7 428	4 966	Genting Singapore Ltd.	3 879	3 833
481	Tokyu Fudosan Holdings Corp.	4 643	6 019	251	Hafnia Ltd.	1 949	1 852
219	TOPPAN Holdings Inc.	8 676	8 918	52	Jardine Cycle & Carriage Ltd.	1 562	1 875
1 330	Toray Industries, Inc.	12 070	11 878	1 157	Keppel Ltd.	8 876	12 745
266	Tosoh Corp.	5 157	5 476	1 870	Mapletree Industrial Trust	4 008	4 142
122	TOTO Ltd.	4 384	4 618	2 982	Mapletree Logistics Trust	3 635	4 187
103	Toyo Seikan Group Holdings, Ltd.	2 630	3 445	1 983	Mapletree Pan Asia Commercial Trust	2 890	3 103
171	Toyota Industries Corp.	23 459	26 555	1 779	Seatrium Ltd.	3 903	4 087
9 650	Toyota Motor Corp.	249 626	283 903	714	Sembcorp Industries Ltd.	4 983	4 573
580	Toyota Tsusho Corp.	16 230	26 790	1 174	Singapore Airlines Ltd.	8 264	7 986
372	West Japan Railway Co.	10 895	10 153	664	Singapore Exchange Ltd.	10 603	11 976
238	Yakult Honsha Co., Ltd.	6 504	5 096	1 170	United Overseas Bank Ltd.	44 996	43 659
364	Yamaha Corp.	3 639	3 477		Afrique du Sud (0,31 %)		
830	Yamaha Motor Co., Ltd.	9 083	8 432	960	Anglo American PLC	44 643	54 313
235	Yamato Holdings Co., Ltd.	4 520	4 532		Espagne (4,56 %)		
218	YASKAWA Electric Corp.	7 577	9 079	160	ACS Actividades de Construccion y Servicios S.A.	14 874	21 757
197	Yokogawa Electric Corp.	5 927	8 654	599	Aena S.M.E. SA	20 049	22 927
340	ZOZO, Inc.	4 603	3 841	367	Amadeus IT Holding, S.A., série A	39 508	37 209
	Macao (0,04 %)			4 696	Banco Bilbao Vizcaya Argentaria S.A.	97 770	150 899
1 780	Sands China Ltd.	5 060	6 154	12 126	Banco Santander SA	125 212	195 521
	Pays-Bas (4,25 %)			3 117	CaixaBank, S.A.	34 413	52 204
469	ABN AMRO Bank N.V.	15 834	22 447	479	Cellnex Telecom, S.A.	24 509	21 130
36	ASM International N.V.	26 072	29 855	249	EDP Renovaveis S.A.	3 479	4 817
317	ASML Holding N.V.	335 342	467 914	259	Endesa, S.A.	10 081	12 766
92	Heineken Holding N.V.	9 471	9 229	5 007	Iberdrola S.A.	118 868	148 520
225	Heineken N.V.	26 501	25 431	915	Industria de Diseno Textil, S.A.	70 218	82 682
731	Koninklijke Ahold Delhaize N.V.	39 745	41 063	182	Naturgy Energy Group SA	7 339	7 591
1 086	Prosus N.V.	74 108	92 116	919	Repsol, S.A.	18 042	23 489
852	Universal Music Group N.V.	32 903	30 427	3 234	Telefonica, S.A.	21 209	18 186
190	Wolters Kluwer N.V.	42 119	26 959		Suède (2,76 %)		
1 381	Auckland International Airport Ltd.	9 102	9 060	149	AAK AB	5 448	5 817
737	Contact Energy Ltd.	5 489	5 368	156	AB Volvo	6 147	6 808
479	Fisher & Paykel Healthcare Corp. Ltd.	13 570	14 248	1 295	AB Volvo, cat. B	51 123	56 417
607	Mercury NZ Ltd.	2 990	3 096	213	Addtech AB	9 427	10 269
1 054	Meridian Energy Ltd.	4 920	4 661	236	Alfa Laval AB	14 258	16 199

Invesco S&P International Developed ESG Index ETF

Inventaire du portefeuille au 31 décembre 2025

Nombre d'actions ou de parts		Coût moyen (\$)	Juste valeur (\$)	Nombre d'actions ou de parts		Coût moyen (\$)	Juste valeur (\$)
809	ASSA ABLOY AB	35 666	42 782	1 052	Informa PLC	15 583	17 073
2 052	Atlas Copco AB, cat. A	47 272	50 008	124	InterContinental Hotels Group PLC	20 277	23 835
1 272	Atlas Copco AB, cat. B	25 936	27 837	127	Intertek Group PLC	11 287	10 773
306	Beijer Ref AB	6 495	6 722	48 076	Lloyds Banking Group PLC	68 071	86 980
232	Boliden AB	10 998	17 593	378	London Stock Exchange Group PLC	76 700	62 193
301	Castellum AB	4 894	4 748	4 042	National Grid PLC	77 598	84 801
511	Epiroc AB, cat. A	14 778	15 769	6 535	Natwest Group PLC	61 317	78 412
318	Epiroc AB, cat. B	8 020	8 758	520	Pearson PLC	11 430	10 057
302	EQT AB	12 906	16 150	655	Phoenix Group Holdings PLC	6 912	8 869
481	Essity AB	19 090	18 931	549	Reckitt Benckiser Group PLC	51 448	60 764
391	H & M Hennes & Mauritz AB	8 077	10 728	1 487	RELX PLC	103 181	81 940
80	Holmen AB	4 400	4 201	1 935	Rentokil Initial PLC	13 300	15 792
217	Indutrade AB	8 018	7 700	722	Schroders PLC	4 540	5 398
183	Lifco AB	9 690	9 494	1 103	SEGRO PLC	14 197	14 616
1 249	NIBE Industrier AB	6 886	6 535	692	Smith & Nephew PLC	13 770	15 742
869	Sandvik AB	27 908	38 425	266	Smiths Group PLC	9 806	11 508
291	Skanska AB	9 414	10 855	983	SSE PLC	30 835	39 419
275	SKF AB	8 163	9 964	186	Subsea 7 S.A.	4 074	5 114
186	SSAB AB, cat. A	1 598	1 929	5 265	Tesco PLC	37 113	42 826
497	SSAB AB, cat. B	4 193	5 094	1 776	Unilever PLC	169 739	158 718
480	Svenska Cellulosa Aktiebolaget SCA	8 638	8 714	556	United Utilities Group PLC	11 002	12 219
180	Sweco AB	4 435	4 020	16 313	Vodafone Group PLC	23 354	29 743
181	Swedish Orphan Biovitrum AB	7 552	8 892		États-Unis (4,83 %)		
452	Tele2 AB, cat. B	8 581	10 368	2	A.P. Moeller - Maersk A/S, cat. A	4 813	6 285
2 382	Telefonaktiebolaget LM Ericsson, série B	28 401	31 734	3	A.P. Moeller - Maersk A/S, cat. B	7 580	9 430
146	Trelleborg AB	7 572	8 449	407	Alcon AG	50 795	44 137
479	Volvo Car AB	1 895	2 163	12 761	BP PLC	94 318	101 794
	Suisse (7,38 %)			42	CyberArk Software Ltd.	22 377	25 680
1 262	ABB Ltd., actions nominatives	99 192	127 499	395	Ferrovial SE	27 090	35 058
204	DSM-Firmenich AG	28 369	22 544	3 307	GSK PLC	89 429	110 899
26	Geberit AG, actions nominatives	24 633	27 673	63	ICON PLC	13 316	15 736
6	Givaudan SA, actions nominatives	37 561	32 532	1 549	Novartis AG	244 448	292 526
58	Lonza Group AG	56 745	53 593	881	Sanofi	129 537	116 770
2 099	Nestlé S.A., actions nominatives	294 637	285 535	1 651	Stellantis NV	25 465	24 767
17	Partners Group Holding AG	31 688	28 587	244	Swiss Re AG	57 922	55 708
573	Roche Holding AG	259 447	324 302	271	Tenaris S.A.	6 481	7 163
24	Roche Holding AG, BR	11 587	13 890		Coûts de transactions (voir note 2 b))	(22 594)	-
18	Schindler Holding AG	8 005	8 729		Total du portefeuille de placements (99,83 %)	15 519 766	17 500 151
33	Schindler Holding AG, certificat de participation	15 214	17 008		Contrats à livrer		
136	SGS S.A.	19 235	21 313		Contrats de change à terme des parts couvertes** (0,20 %)		
131	Sika AG	43 837	36 450		1 040	Dollar australien contre dollar canadien au taux de 1,09392 AUD/CAD le 7 janvier 2026**	-
41	Sonova Holding AG	17 199	14 534		306 532	Dollar australien contre dollar canadien au taux de 1,09531 AUD/CAD le 7 janvier 2026**	-
2 478	UBS Group AG	113 302	156 812		309 182	Dollar australien contre dollar canadien au taux de 1,09507 AUD/CAD le 2 février 2026**	-
119	Zurich Insurance Group Ltd.	113 036	123 409		945	Livre sterling contre dollar canadien au taux de 0,54176 GBP/CAD le 7 janvier 2026**	-
	Royaume-Uni (10,72 %)				278 249	Livre sterling contre dollar canadien au taux de 0,54229 GBP/CAD le 7 janvier 2026**	-
810	3i Group PLC	60 082	48 581		280 924	Livre sterling contre dollar canadien au taux de 0,54302 GBP/CAD le 2 février 2026**	-
342	Ashtead Group PLC	28 134	31 893				86
234	Associated British Foods PLC	8 947	9 142				
1 264	AstraZeneca PLC	262 310	319 949				
702	Auto Trader Group PLC	10 173	7 575				
2 491	Aviva PLC	26 403	31 329				
11 351	Barclays PLC	65 595	99 383				
265	Bunzl PLC	13 359	10 122				
171	Coca-Cola Europacific Partners PLC	21 119	21 260				
1 384	Compass Group PLC	66 054	59 981				
1 814	Diageo PLC	68 770	53 465				
13 992	HSBC Holdings PLC	229 998	301 159				
237	ICG PLC	8 342	8 939				

Invesco S&P International Developed ESG Index ETF

Inventaire du portefeuille au 31 décembre 2025

Contrats à livrer		Coût moyen (\$)	Juste valeur (\$)	Contrats à livrer		Coût moyen (\$)	Juste valeur (\$)
281 224	Dollar canadien contre dollar australien au taux de 0,91433 CAD/AUD le 7 janvier 2026**	-	(99)	172	Shekel israélien contre dollar canadien au taux de 2,33815 ILS/CAD le 7 janvier 2026**	-	-
514 809	Dollar canadien contre livre sterling au taux de 1,84391 CAD/GBP le 7 janvier 2026**	-	(101)	52 020	Shekel israélien contre dollar canadien au taux de 2,33071 ILS/CAD le 2 février 2026**	-	(25)
32 890	Dollar canadien contre couronne danoise au taux de 0,21558 CAD/DKK le 7 janvier 2026**	-	(6)	408 412	Yen japonais contre dollar canadien au taux de 110,88901 JPY/CAD le 7 janvier 2026**	-	111
1 397 466	Dollar canadien contre euro au taux de 1,60932 CAD/EUR le 7 janvier 2026**	-	494	121 079 501	Yen japonais contre dollar canadien au taux de 111,71701 JPY/CAD le 7 janvier 2026**	-	24 858
53 087	Dollar canadien contre dollar de Hong Kong au taux de 0,17611 CAD/HKD le 7 janvier 2026**	-	(2)	121 558 257	Yen japonais contre dollar canadien au taux de 114,26688 JPY/CAD le 2 février 2026**	-	(571)
21 786	Dollar canadien contre shekel israélien au taux de 0,42993 CAD/ILS le 7 janvier 2026**	-	6	36	Dollar néo-zélandais contre dollar canadien au taux de 1,24852 NZD/CAD le 7 janvier 2026**	-	-
1 062 104	Dollar canadien contre yen japonais au taux de 0,00874 CAD/JPY le 7 janvier 2026**	-	415	10 534	Dollar néo-zélandais contre dollar canadien au taux de 1,24952 NZD/CAD le 7 janvier 2026**	-	127
8 326	Dollar canadien contre dollar néo-zélandais au taux de 0,78772 CAD/NZD le 7 janvier 2026**	-	6	10 641	Dollar néo-zélandais contre dollar canadien au taux de 1,26988 NZD/CAD le 2 février 2026**	-	(8)
22 382	Dollar canadien contre couronne norvégienne au taux de 0,13582 CAD/NOK le 7 janvier 2026**	-	10	558	Couronne norvégienne contre dollar canadien au taux de 7,26107 NOK/CAD le 7 janvier 2026**	-	1
53 621	Dollar canadien contre dollar de Singapour au taux de 1,06549 CAD/SGD le 7 janvier 2026**	-	23	164 230	Couronne norvégienne contre dollar canadien au taux de 7,26637 NOK/CAD le 7 janvier 2026**	-	285
125 403	Dollar canadien contre couronne suédoise au taux de 0,14863 CAD/SEK le 7 janvier 2026**	-	54	172 756	Couronne norvégienne contre dollar canadien au taux de 7,37182 NOK/CAD le 2 février 2026**	-	(14)
373 735	Dollar canadien contre franc suisse au taux de 1,72961 CAD/CHF le 7 janvier 2026**	-	175	170	Dollar de Singapour contre dollar canadien au taux de 0,92585 SGD/CAD le 7 janvier 2026**	-	2
43 414	Dollar canadien contre dollar américain au taux de 1,37031 CAD/USD le 7 janvier 2026**	-	10	50 155	Dollar de Singapour contre dollar canadien au taux de 0,92800 SGD/CAD le 7 janvier 2026**	-	584
514	Couronne danoise contre dollar canadien au taux de 4,59210 DKK/CAD le 7 janvier 2026**	-	1	51 352	Dollar de Singapour contre dollar canadien au taux de 0,93818 SGD/CAD le 2 février 2026**	-	(34)
152 048	Couronne danoise contre dollar canadien au taux de 4,61594 DKK/CAD le 7 janvier 2026**	-	166	2 851	Couronne suédoise contre dollar canadien au taux de 6,74518 SEK/CAD le 7 janvier 2026**	-	(1)
162 872	Couronne danoise contre dollar canadien au taux de 4,63753 DKK/CAD le 2 février 2026**	-	1	840 880	Couronne suédoise contre dollar canadien au taux de 6,76153 SEK/CAD le 7 janvier 2026**	-	(671)
2 927	Euro contre dollar canadien au taux de 0,61506 EUR/CAD le 7 janvier 2026**	-	47	869 148	Couronne suédoise contre dollar canadien au taux de 6,72754 SEK/CAD le 2 février 2026**	-	(71)
865 432	Euro contre dollar canadien au taux de 0,61795 EUR/CAD le 7 janvier 2026**	-	7 241	729	Franc suisse contre dollar canadien au taux de 0,57296 CHF/CAD le 7 janvier 2026**	-	11
882 541	Euro contre dollar canadien au taux de 0,62140 EUR/CAD le 2 février 2026**	-	(616)	215 351	Franc suisse contre dollar canadien au taux de 0,57478 CHF/CAD le 7 janvier 2026**	-	2 020
1 018	Dollar de Hong Kong contre dollar canadien au taux de 5,57349 HKD/CAD le 7 janvier 2026**	-	3	222 730	Franc suisse contre dollar canadien au taux de 0,57730 CHF/CAD le 2 février 2026**	-	(260)
300 418	Dollar de Hong Kong contre dollar canadien au taux de 5,59077 HKD/CAD le 7 janvier 2026**	-	829	107	Dollar américain contre dollar canadien au taux de 0,71650 USD/CAD le 7 janvier 2026**	-	3
292 141	Dollar de Hong Kong contre dollar canadien au taux de 5,68045 HKD/CAD le 2 février 2026**	-	(7)	31 575	Dollar américain contre dollar canadien au taux de 0,71864 USD/CAD le 7 janvier 2026**	-	660
50 502	Shekel israélien contre dollar canadien au taux de 2,33810 ILS/CAD le 7 janvier 2026**	-	(119)	32 878	Dollar américain contre dollar canadien au taux de 0,73066 USD/CAD le 2 février 2026**	-	(11)
				Gains (pertes) latents sur dérivés (0,20 %)			
						-	35 478

Invesco S&P International Developed ESG Index ETF

Inventaire du portefeuille au 31 décembre 2025

	Juste valeur (\$)
Trésorerie (5,18 %)	
Trésorerie – dollars canadiens	894 013
Trésorerie – monnaies étrangères	13 226
Total de la trésorerie	<u>907 239</u>
Autres actifs, moins les autres passifs (-5,21 %)	(912 403)
Actif net attribuable aux porteurs de parts (100,00 %)	<u>17 530 465</u>

* La contrepartie a une notation approuvée (voir note 2 i)).

** Certains placements libellés en monnaies étrangères ont été couverts, ou partiellement couverts, au moyen de contrats de change à terme (voir note 2 c)). Un résumé de chaque monnaie couverte et du risque de change (montant net) connexe est présenté à la section *Risque de change* sous *Risques liés aux instruments financiers et notes propres au fonds*.

^ Ces contrats de change à terme sont détenus seulement pour les parts couvertes en \$ CA et les gains ou les pertes découlant de ces contrats sont attribués uniquement à ces parts (voir note 2 c)).

Invesco S&P International Developed ESG Index ETF

Risques liés aux instruments financiers et notes propres au fonds (voir note 2 a))

Gestion des risques

Le fonds Invesco S&P International Developed ESG Index ETF (le « FNB ») vise à reproduire, dans la mesure du possible et avant frais et charges, le résultat de l'indice S&P Developed Ex-North America & Korea LargeMidCap Scored & Screened Index (l'« indice sous-jacent »), ou de tout indice qui le remplacera, sans couverture dans le cas des parts non couvertes et avec couverture dans le cas des parts couvertes. Il investit, directement ou indirectement, essentiellement dans des titres de capitaux propres de sociétés situées dans des marchés développés de l'Europe, du Moyen-Orient, de l'Afrique et de l'Asie-Pacifique.

Invesco emploie un processus de gestion du risque rigoureux afin de s'assurer que les risques auxquels est exposé le FNB sont gérés conformément aux objectifs et aux stratégies de placement. Ce processus prévoit une supervision et une surveillance effectuées par la direction du service de gestion des placements d'Invesco ou son délégué, les spécialistes des produits et des risques de placement et le service de vérification de la conformité. Le service de vérification de la conformité effectue un suivi continu afin de s'assurer que le FNB respecte ses objectifs et stratégies de placement et la réglementation sur les valeurs mobilières; il présente ses constatations au comité exécutif du gestionnaire.

De par ses activités, le FNB est exposé à divers risques financiers qui sont définis ci-dessous.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que l'émetteur d'un titre ou la contrepartie à un instrument financier manque à ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, le FNB ne détenait aucun placement important dans des titres de créance.

Pour les parts couvertes en \$ CA du FNB, des contrats de change à terme sont utilisés à des fins de couverture, de sorte qu'elles peuvent être exposées au risque de crédit. Les contreparties à ces dérivés ont une notation approuvée (voir note 2 i)). L'équipe de gestion de portefeuille (l'« équipe ») examine mensuellement le risque de crédit et les notations. La valeur marchande de ces dérivés est présentée dans l'*inventaire du portefeuille* (voir note 2 c)).

Pour des détails sur le risque de crédit émanant des prêts de titres, voir les *notes annexes* (voir note 6).

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque qu'un FNB éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers, y compris les rachats. Le FNB peut être exposé aux rachats quotidiens et, par conséquent, il investit la majeure partie de son actif dans des titres négociés sur un marché actif ou pouvant être vendus rapidement. Le FNB a reçu une dispense réglementaire le 24 mai 2024 lui permettant d'emprunter jusqu'à 10 % (auparavant, 5 %) de sa valeur liquidative pour financer les rachats. Cette dispense a été accordée pour une période de trois ans en raison du raccourcissement de la période de règlement des rachats du FNB, qui passe de « T+2 » à « T+1 », le cas échéant. Au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, tous les passifs financiers du FNB étaient des passifs courants arrivant à échéance dans moins d'un an, et aucun emprunt n'avait été contracté en dehors des activités commerciales courantes. Les placements du FNB sont soumis à un test de liquidité mensuel par le service de vérification de la conformité.

Risques de marché

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les flux de trésorerie futurs ou la juste valeur d'un instrument financier portant intérêt fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt. Au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, la majeure partie des actifs et des passifs financiers du FNB ne portaient pas intérêt. Par conséquent, le FNB n'était pas exposé à un risque important lié aux variations des taux d'intérêt sur le marché.

Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux de change. Comme le prix en monnaie locale de chaque placement est converti en dollars canadiens pour en déterminer la juste valeur, l'exposition aux titres étrangers aura une incidence sur les investisseurs canadiens, qui seront touchés par toute fluctuation des taux de change.

Le tableau ci-après présente les monnaies étrangères auxquelles toutes les parts du FNB, à l'exception des parts couvertes en \$ CA, étaient directement exposées au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, après rajustement en fonction des couvertures de change, le cas échéant. Il illustre également l'incidence possible sur la valeur liquidative du FNB d'une appréciation ou d'une dépréciation de 7,5 % (+/- 7,5 % au 31 décembre 2024) du dollar canadien par rapport à toutes les autres monnaies, toutes les autres variables demeurant constantes.

Monnaie	Juste valeur des placements et de la trésorerie (en milliers de CAD)	Contrats de change (en milliers de CAD)	Risque de change (montant net) (en milliers de CAD)		Incidence possible sur la valeur liquidative			
			31 décembre 2025	31 décembre 2024	31 décembre 2025		31 décembre 2024	
					(en milliers de CAD)	% de la valeur liquidative	(en milliers de CAD)	% de la valeur liquidative
Euro	4 731	–	4 731	3 920	355	2,63	294	2,37
Yen japonais	3 578	–	3 578	3 356	268	1,99	252	2,03
Livre sterling	1 728	–	1 728	1 611	130	0,96	121	0,98
Franc suisse	1 283	–	1 283	1 149	96	0,71	86	0,70

Invesco S&P International Developed ESG Index ETF

Risques liés aux instruments financiers et notes propres au fonds (voir note 2 a))

Monnaie	Juste valeur des placements et de la trésorerie (en milliers de CAD)	Contrats de change (en milliers de CAD)	Risque de change (montant net) (en milliers de CAD)		Incidence possible sur la valeur liquidative			
			31 décembre 2025	31 décembre 2024	31 décembre 2025		31 décembre 2024	
					(en milliers de CAD)	% de la valeur liquidative	(en milliers de CAD)	% de la valeur liquidative
Dollar australien	938	–	938	944	70	0,52	71	0,57
Couronne suédoise	429	–	429	438	32	0,24	33	0,27
Dollar de Singapour	185	–	185	149	14	0,10	11	0,09
Dollar de Hong Kong	172	–	172	170	13	0,10	13	0,10
Dollar américain	151	–	151	152	11	0,08	11	0,09
Couronne danoise	118	–	118	364	9	0,07	27	0,22
Couronne norvégienne	79	–	79	68	6	0,04	5	0,04
Shekel israélien	74	–	74	58	6	0,04	4	0,04
Dollar néo-zélandais	28	–	28	32	2	0,02	2	0,02
Total	13 494	–	13 494	12 411	-/+ 1 012	7,50	-/+ 930	7,52

Pour l'instant, sauf en ce qui concerne les parts couvertes en \$ CA, l'équipe ne couvre pas le risque de change des parts du FNB dans le but de réduire l'incidence des fluctuations monétaires, mais elle pourrait le faire à l'avenir, s'il est jugé opportun de le faire. Dans les faits, les résultats réels de négociation peuvent différer de cette analyse de sensibilité, et l'écart pourrait être important.

Pour les parts couvertes en \$ CA, l'équipe utilise une stratégie de couverture du risque de change passive qui consiste à utiliser des contrats de change à terme ou autres dérivés pour couvrir ou « bloquer » le prix en dollars canadiens des placements libellés en monnaies étrangères. On procède habituellement en vendant une monnaie sur le marché à terme, de sorte que si cette monnaie vient à s'apprécier par rapport au dollar canadien, les pertes réalisées sur les contrats de change à terme (par suite de leur vente) seront contrebalancées par des gains de change sur le titre sous-jacent.

Le tableau ci-après présente les monnaies étrangères auxquelles les parts couvertes en \$ CA étaient directement exposées au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, après rajustement en fonction des couvertures de change, le cas échéant. Il illustre également l'incidence possible sur la valeur liquidative des parts couvertes d'une appréciation ou d'une dépréciation de 7,5 % (+/- 7,5 % au 31 décembre 2024) du dollar canadien par rapport à toutes les autres monnaies, toutes les autres variables demeurant constantes.

Monnaie	Juste valeur des placements et de la trésorerie (en milliers de CAD)	Contrats de change (en milliers de CAD)	Risque de change (montant net) (en milliers de CAD)		Incidence possible sur la valeur liquidative			
			31 décembre 2025	31 décembre 2024	31 décembre 2025		31 décembre 2024	
					(en milliers de CAD)	% de la valeur liquidative	(en milliers de CAD)	% de la valeur liquidative
Euro	1 409	1 421	(12)	28	(1)	(0,02)	2	0,09
Yen japonais	1 066	1 064	2	10	–	–	1	0,03
Livre sterling	515	517	(2)	11	–	–	1	0,04
Franc suisse	382	386	(4)	6	–	(0,01)	–	0,02
Dollar australien	279	282	(3)	4	–	(0,01)	–	0,01
Couronne suédoise	128	129	(1)	2	–	–	–	0,01
Dollar de Singapour	55	55	–	2	–	–	–	–
Dollar de Hong Kong	51	51	–	1	–	–	–	–
Dollar américain	45	45	–	–	–	–	–	–
Couronne danoise	35	35	–	2	–	–	–	0,01

Invesco S&P International Developed ESG Index ETF

Risques liés aux instruments financiers et notes propres au fonds (voir note 2 a))

Monnaie	Juste valeur des placements et de la trésorerie (en milliers de CAD)	Contrats de change (en milliers de CAD)	Risque de change (montant net) (en milliers de CAD)		Incidence possible sur la valeur liquidative			
			31 décembre 2025	31 décembre 2024	31 décembre 2025		31 décembre 2024	
					(en milliers de CAD)	% de la valeur liquidative	(en milliers de CAD)	% de la valeur liquidative
Couronne norvégienne	24	23	1	-	-	-	-	-
Shekel israélien	22	22	-	-	-	-	-	-
Dollar néo-zélandais	8	8	-	-	-	-	-	-
Total	4 019	4 038	(19)	66	+/- 1	(0,04)	-/+ 4	0,21

Le recours à une stratégie de couverture du risque de change peut laisser les parts couvertes exposées au risque de couverture du change si les activités de couverture n'éliminent pas efficacement l'exposition des parts aux fluctuations des taux de change. Cela pourrait se produire notamment dans les cas où i) il peut ne pas être pratique de couvrir toutes les monnaies étrangères auxquelles les parts sont exposées en raison de contraintes relatives à la taille des contrats de change à terme, ii) les parts peuvent, de temps à autre, être exposées à des titres libellés dans une monnaie pour laquelle un marché de change à terme n'est pas disponible, et iii) il y a des écarts temporaires (p. ex., les achats ou ventes de titres peuvent ne pas coïncider avec les achats ou ventes des contrats de change à terme).

Autre risque de prix

L'autre risque de prix est le risque que la valeur des placements fluctue du fait des variations des prix du marché, autres que celles qui découlent du risque de taux d'intérêt ou du risque de change, que ces variations soient causées par des facteurs propres à un placement ou par l'ensemble des facteurs touchant tous les titres négociés sur un marché ou un segment de marché. Tous les placements présentent un risque de perte de capital. Le risque maximal découlant des instruments financiers correspond à leur juste valeur. Pour connaître la répartition de la valeur liquidative du FNB par titre et par région, voir l'*inventaire du portefeuille*.

L'indice de référence du FNB est l'indice MSCI EAEO. Le coefficient bêta historique, mesure de la corrélation entre les rendements du FNB et ceux du marché, est tiré d'une comparaison des rendements de l'indice de référence et de ceux du FNB sur une période de 36 mois. De ce fait, le coefficient bêta peut inclure les incidences déjà prises en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt et du risque de change.

Le tableau ci-après illustre l'incidence possible d'une variation de +/- 20 % (+/- 20 % au 31 décembre 2024) du rendement de l'indice de référence sur la valeur liquidative du FNB au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, toute autre variable étant constante.

Indice de référence	Coefficient bêta historique ¹	Total de la valeur liquidative (en milliers de dollars)	Incidence possible sur la valeur liquidative			
			31 décembre 2025		31 décembre 2024	
			(en milliers de dollars)	% de la valeur liquidative	(en milliers de dollars)	% de la valeur liquidative
Indice MSCI EAEO	1,00	17 530	+/- 3 506	20,0	+/- 3 104	21,0

¹ Pour la période de trois ans close le 31 décembre 2025.

Le coefficient bêta entre l'indice de référence et le FNB est dynamique, de sorte que le coefficient bêta historique n'est pas un indicateur de la corrélation future. Dans les faits, les résultats réels de négociation peuvent différer de cette analyse de sensibilité, et l'écart pourrait être important.

Risque de concentration

Le risque de concentration est le risque de perte de la valeur totale des placements du FNB en raison d'une trop forte concentration des placements dans un instrument, un secteur ou un pays en particulier. Au 31 décembre 2025, le FNB détenait 533 titres (523 titres au 31 décembre 2024), trésorerie comprise. Pour connaître la liste des titres détenus par le FNB, voir l'*inventaire du portefeuille*. Le tableau ci-après résume les principales concentrations par secteur d'activité et par région au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024.

31 décembre 2025		31 décembre 2024	
Répartition sectorielle	% de la valeur liquidative	Répartition sectorielle	% de la valeur liquidative
Produits financiers	24,59	Produits financiers	21,45
Industrie	18,58	Industrie	18,06
Soins de santé	11,53	Soins de santé	12,87
Consommation discrétionnaire	10,61	Consommation discrétionnaire	12,21
Technologies de l'information	9,48	Technologies de l'information	8,87

Invesco S&P International Developed ESG Index ETF

Risques liés aux instruments financiers et notes propres au fonds (voir note 2 a))

31 décembre 2025		31 décembre 2024	
Répartition géographique	% de la valeur liquidative	Répartition géographique	% de la valeur liquidative
Japon	26,49	Japon	27,07
Royaume-Uni	10,72	Royaume-Uni	10,63
France	10,03	France	10,27
Allemagne	9,29	Allemagne	8,61
Australie	7,41	Australie	8,00

La méthode utilisée pour l'indice sous-jacent, que reproduit le FNB, permet d'assurer qu'aucun titre n'aura de pondération trop importante dans le portefeuille.

Évaluation de la juste valeur

Le tableau ci-après présente les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur et classés selon différents niveaux en fonction des données utilisées pour évaluer les placements du FNB au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024. La hiérarchie des données s'établit comme suit :

Niveau 1 - prix non rajustés cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;

Niveau 2 - données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui reposent sur des données observables sur le marché pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix). Les placements en trésorerie, le cas échéant, respectent les critères du niveau 2, mais sont exclus du tableau ci-dessous;

Niveau 3 - données relatives à l'actif ou au passif, qui ne reposent pas sur des données observables sur le marché (données non observables).

	31 décembre 2025				31 décembre 2024			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actions (en milliers de dollars)	171	17 329	-	17 500	166	14 623	-	14 789
Actifs dérivés (en milliers de dollars)	-	38	-	38	-	15	-	15
Passifs dérivés (en milliers de dollars)	-	(2)	-	(2)	-	(9)	-	(9)
Total (en milliers de dollars)	171	17 365	-	17 536	166	14 629	-	14 795

Les évaluations de la juste valeur présentées ci-dessus sont faites sur une base récurrente. Aucun transfert n'a été effectué entre les niveaux 1, 2 et 3 au cours des périodes closes le 31 décembre 2025 et le 31 décembre 2024.

L'actif net attribuable aux porteurs de parts, par part, est présenté au montant de rachat dans l'état de la situation financière. Le cours de clôture, ou la moyenne de leurs derniers cours acheteur et vendeur en l'absence d'un cours de clôture, s'élevait à 24,66 \$ au 31 décembre 2025 (22,68 \$ au 31 décembre 2024) pour les parts en \$ CA et à 26,91 \$ (23,26 \$ au 31 décembre 2024) pour les parts couvertes en \$ CA.

Compensation des instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont compensés et le solde net est présenté dans l'état de la situation financière lorsqu'il existe pour le FNB, conformément aux normes IFRS de comptabilité, un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et une intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Dans tous les autres cas, ils sont présentés sur une base brute. Le FNB conclut, dans le cadre normal de ses activités, diverses conventions-cadres de compensation et autres accords similaires qui ne satisfont pas aux critères de compensation utilisés pour l'état de la situation financière, mais qui permettent néanmoins d'opérer compensation des montants dans certaines circonstances, comme la faillite ou la résiliation des contrats.

Le tableau ci-après présente le rapprochement des instruments financiers présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024 avec :

- le montant brut avant toute compensation;
- le montant net après compensation, inscrit à l'état de la situation financière;
- le montant net après toute déduction permise par les conventions-cadres de compensation et autres accords similaires, dont la faillite ou la résiliation des contrats.

Invesco S&P International Developed ESG Index ETF

Risques liés aux instruments financiers et notes propres au fonds (voir note 2 a))

Actifs financiers	31 décembre 2025					31 décembre 2024				
	Montant brut	Montant compensé inscrit à l'état de la situation financière	Montant net après compensation présenté dans l'état de la situation financière*	Instruments financiers disponibles à des fins de compensation du montant net présenté	Montant net	Montant brut	Montant compensé inscrit à l'état de la situation financière	Montant net après compensation présenté dans l'état de la situation financière*	Instruments financiers disponibles à des fins de compensation du montant net présenté	Montant net
Actifs dérivés (en milliers de dollars)	38	(1)	37	(1)	36	19	(4)	15	(9)	6

Passifs financiers	31 décembre 2025					31 décembre 2024				
	Montant brut	Montant compensé inscrit à l'état de la situation financière	Montant net après compensation présenté dans l'état de la situation financière*	Instruments financiers disponibles à des fins de compensation du montant net présenté	Montant net	Montant brut	Montant compensé inscrit à l'état de la situation financière	Montant net après compensation présenté dans l'état de la situation financière*	Instruments financiers disponibles à des fins de compensation du montant net présenté	Montant net
Passifs dérivés (en milliers de dollars)	(2)	1	(1)	1	-	(13)	4	(9)	9	-

* Ce montant exclut la juste valeur des contrats au comptant.

Prêt de titres

Le tableau suivant montre un rapprochement entre les revenus bruts tirés des opérations de prêt de titres présentés dans l'état du résultat global pour les périodes closes le 31 décembre 2025 et le 31 décembre 2024, le cas échéant.

	31 décembre 2025		31 décembre 2024	
	(en milliers de dollars)	% du revenu brut	(en milliers de dollars)	% du revenu brut
Revenu brut tiré du prêt de titres	40	100,0	5	100,0
Rémunération des placeurs pour compte versée à Bank of New York Mellon Corp.	(8)	(20,0)	(1)	(19,9)
Retenues d'impôts	-*	(0,1)	-*	(0,3)
Revenu tiré du prêt de titres	32	79,9	4	79,8

* La valeur est de néant une fois arrondie au millier près.

Au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, la juste valeur totale des titres prêtés et la juste valeur des garanties correspondantes, par catégorie, s'établissaient comme suit :

	31 décembre 2025	31 décembre 2024
	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)
Titres prêtés	864	496
Garantie - titres admissibles ¹⁾	911	542

¹⁾ La garantie en titres admissibles est composée de titres de créance émis par le gouvernement du Canada (ou une province ou un territoire du Canada), par le gouvernement d'un pays souverain, par un organisme supranational autorisé ou par une institution financière dont les titres de créance à court terme sont garantis sans condition et ont une notation de crédit approuvée (voir note 2 i)).

Opérations avec des parties liées

Certains titres ont été négociés par l'entremise d'Invesco Capital Markets Inc., un courtier affilié. Le total des commissions et des autres coûts de transactions de portefeuille versé au courtier affilié au cours de la période close le 31 décembre 2025 a été de 59 000 \$ (5 000 \$ au 31 décembre 2024) et est inscrit au poste « Coûts de transactions » de l'état du résultat global.

Autre risque de marché

Les événements imprévisibles comme l'inflation, la fluctuation rapide des taux d'intérêt, les opérations militaires, le terrorisme, les catastrophes naturelles, les changements inattendus dans les politiques gouvernementales locales ou étrangères et les pandémies pourraient freiner le commerce mondial et causer une forte volatilité et des inquiétudes à l'égard de la liquidité sur plusieurs marchés. Par ailleurs, de tels événements pourraient fortement perturber les chaînes d'approvisionnement, des secteurs en particulier, y compris celui des services financiers, les marchés boursiers à l'échelle mondiale et les émetteurs dans lesquels le FNB investit. Pour connaître l'incidence quantitative potentielle d'une telle volatilité des marchés, consultez la section *Risques de marché* ci-dessus. Ces événements accroissent l'incertitude relative aux estimations et la direction peut devoir poser des jugements importants pour déterminer la juste valeur de certains placements aux fins de la préparation des présents états financiers.

Notes annexes

Aux dates indiquées dans les états financiers et pour les périodes closes à ces dates (voir note 1 b))

1. Information générale

Les présentes notes font partie intégrante des états financiers et contiennent des renseignements importants sur les FNB (indiqués ci-après) :

Invesco Canadian Government Floating Rate Index ETF (auparavant, Invesco 1-3 Year Laddered Floating Rate Note Index ETF), Invesco 1-5 Year Laddered Investment Grade Corporate Bond Index ETF, Invesco Long Term Government Bond Index ETF, Invesco ESG Canadian Core Plus Bond ETF, Invesco ESG Global Bond ETF, Invesco Canadian Dividend Index ETF, Invesco S&P International Developed Dividend Aristocrats ESG Index ETF, Invesco S&P US Dividend Aristocrats ESG Index ETF, Invesco S&P/TSX Canadian Dividend Aristocrats ESG Index ETF, Invesco ESG NASDAQ 100 Index ETF, Invesco S&P 500 ESG Index ETF, Invesco S&P International Developed ESG Index ETF, Invesco S&P/TSX Composite ESG Index ETF, Invesco S&P 500 Equal Weight Index ETF, Invesco S&P Europe 350 Equal Weight Index ETF, Invesco S&P 500 Low Volatility Index ETF, Invesco S&P/TSX Composite Low Volatility Index ETF, Invesco RAFI Canadian Index ETF (auparavant, Invesco FTSE RAFI Canadian Index ETF), Invesco RAFI Global Small-Mid ETF (auparavant, Invesco FTSE RAFI Global Small-Mid ETF), Invesco RAFI U.S. Index ETF (auparavant, Invesco FTSE RAFI U.S. Index ETF), Invesco RAFI U.S. Index ETF II (auparavant, Invesco FTSE RAFI U.S. Index ETF II), Invesco NASDAQ 100 Equal Weight Index ETF, Invesco NASDAQ 100 Index ETF, Invesco NASDAQ Next Gen 100 Index ETF, Invesco Russell 1000 Dynamic-Multifactor Index ETF, Invesco Morningstar Global Energy Transition Index ETF, Invesco International Developed Dynamic-Multifactor Index ETF, Invesco Morningstar Global Next Gen AI Index ETF, Invesco US Treasury Floating Rate Note Index ETF (USD), Invesco Canadian Core Plus Bond ETF, Invesco Global Bond ETF, Invesco S&P 500 Equal Weight Income Advantage ETF, Invesco S&P/TSX 60 Equal Weight Index ETF et Invesco NASDAQ 100 Income Advantage ETF (collectivement, les « fiducies » ou les « FNB »).

Les parts des FNB, sauf celles des fonds Invesco S&P Europe 350 Equal Weight Index ETF et Invesco Long Term Government Bond Index ETF, sont cotées à la Bourse de Toronto (la « TSX »). Les parts des fonds Invesco S&P Europe 350 Equal Weight Index ETF et Invesco Long Term Government Bond Index ETF sont cotées à la Cboe Canada Inc. (« Cboe Canada »).

Les FNB peuvent investir dans des titres de série I du Fonds de gestion de trésorerie en dollars canadiens, lequel est un fonds du marché monétaire géré par Invesco Canada Ltée.

Les fiducies sont des fonds négociés en Bourse qui ont le droit d'émettre un nombre illimité de parts cessibles et rachetables. Toutes les fiducies sont constituées en vertu des lois de la province d'Ontario aux termes d'une déclaration de fiducie cadre dans sa version modifiée et mise à jour et pouvant être modifiée et mise à jour de temps à autre, et elles sont gérées par le gestionnaire. L'adresse du siège social du gestionnaire est le 16, rue York, bureau 1200, Toronto (Ontario) M5J 0E6.

a) Termes et définitions

Les termes suivants, utilisés (le cas échéant) dans les états financiers et les notes annexes, sont définis comme suit :

Fiducie(s), fonds ou FNB : tout fonds négocié en Bourse indiqué ci-dessus, offert aux termes du prospectus des FNB;

Gestionnaire : Invesco Canada Ltée, qui fait affaire sous le nom de « Invesco », gestionnaire (le « gestionnaire ») et gestionnaire de portefeuille des FNB et fiduciaire (le « fiduciaire ») des fiducies;

Actif net attribuable aux porteurs de parts : valeur de l'actif net calculée selon les Normes internationales d'information financière telle qu'elle est présentée dans les états financiers;

Parts : les parts libellées en dollars canadiens (les « parts en \$ CA »), les parts couvertes libellées en dollars canadiens (les « parts couvertes en \$ CA ») et les parts libellées en dollars américains (les « parts en \$ US ») offertes par l'un des FNB;

Porteur(s) de parts : les porteurs de parts des FNB;

Date d'inscription : date à laquelle les parts du FNB ont été mises sur le marché.

b) Dates de présentation de l'information financière

Les états de la situation financière de chaque FNB sont établis au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, le cas échéant. Les états du résultat global, les états de l'évolution de la situation financière et les tableaux des flux de trésorerie de chaque FNB portent sur les exercices clos le 31 décembre 2025 et le 31 décembre 2024, sauf pour les FNB établis au cours de l'une de ces périodes, auquel cas les renseignements sont donnés pour la période écoulée entre la date du prospectus initial du FNB indiquée à la note 1 c) ii) et 1 d) i) et le 31 décembre de l'exercice visé. L'inventaire du portefeuille de chaque FNB est établi au 31 décembre 2025. La publication de ces états financiers a été autorisée par Invesco le 20 mars 2026.

c) Opérations ayant eu une incidence sur les FNB au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025

i) Lancement d'une nouvelle série

La date d'inscription des parts des fonds Invesco Nasdaq 100 Income Advantage ETF et Invesco S&P 500 Equal Weight Income Advantage ETF est le 6 novembre 2025. Les symboles des nouvelles parts sont les suivants :

- Invesco S&P 500 Equal Weight Income Advantage ETF - parts couvertes en \$ CA (EQLI.F)
- Invesco S&P 500 Equal Weight Income Advantage ETF - parts en \$ US (EQLI.U)
- Invesco NASDAQ 100 Income Advantage ETF - parts couvertes en \$ CA (QQCI.F)
- Invesco NASDAQ 100 Income Advantage ETF - parts en \$ US (QQCI.U)

Notes annexes

Aux dates indiquées dans les états financiers et pour les périodes closes à ces dates (voir note 1 b))

ii) Lancement de nouveaux FNB

La date d'inscription des parts en \$ CA du fonds Invesco S&P/TSX 60 Equal Weight Index ETF, qui se négocient sous le symbole EQLT, est le 3 avril 2025. Ces parts ont été émises le 21 mars 2025 (la « date du prospectus initial »).

iii) Changements apportés aux fonds

Le 24 mars 2025, la stratégie de placement du fonds Invesco FTSE RAFI Global Small-Mid ETF a été modifiée de façon à refléter les nouvelles stratégies de placement des FNB sous-jacents détenus par ce FNB. Dans le cadre de ce changement, ce FNB a été renommé Invesco RAFI Global Small-Mid ETF.

Le 24 mars 2025, les objectifs de placement des fonds Invesco FTSE RAFI Canadian Index ETF, Invesco FTSE RAFI U.S. Index ETF et Invesco FTSE RAFI U.S. Index ETF II ont été modifiés pour leur permettre de reproduire la performance d'indices fournis par Research Affiliates, LLC plutôt que celle d'indices auparavant fournis par FTSE International Limited (en collaboration avec Research Affiliates, LLC). Dans le cadre de ces changements, les stratégies de placement des FNB ont été mises à jour pour s'aligner sur les nouveaux objectifs. De plus, les FNB ont respectivement été renommés Invesco RAFI Canadian Index ETF, Invesco RAFI U.S. Index ETF et Invesco RAFI U.S. Index ETF II.

Le 31 janvier 2025, le fonds Invesco 1-3 Year Laddered Floating Rate Note Index ETF a été renommé Invesco Canadian Government Floating Rate Index ETF. L'indice sous-jacent que reproduit le FNB, l'indice des obligations à taux variable échelonnées 1-3 ans FTSE Canada, a aussi été renommé indice des obligations gouvernementales à taux variable FTSE Canada.

iv) Prolongement de la renonciation aux frais de gestion

Le 31 janvier 2025, le gestionnaire a prolongé la période de renonciation des frais de gestion pour les fonds Invesco NASDAQ 100 Income Advantage ETF et Invesco S&P 500 Equal Weight Income Advantage ETF jusqu'au 30 juin 2025.

d) Opérations ayant eu une incidence sur les FNB au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024

i) Lancement ou dissolution de FNB

La date d'inscription des parts en \$ CA et des parts couvertes en \$ CA du fonds Invesco Morningstar Global Next Gen AI Index ETF est le 18 janvier 2024. Il s'agit également de la date d'inscription des parts en \$ US du fonds Invesco US Treasury Floating Rate Note Index ETF (USD). Ces parts ont été émises le 8 janvier 2024 (la « date du prospectus initial »).

Le 8 janvier 2024 est également la date du prospectus initial du fonds Invesco US Treasury Floating Rate Note Index ETF (CAD Hedged), qui n'était pas encore entré en activité et qui a été dissous le 12 novembre 2024.

La date d'inscription des parts en \$ CA des fonds Invesco Canadian Core Plus Bond ETF, Invesco Global Bond ETF, Invesco NASDAQ 100 Income Advantage ETF et Invesco S&P 500 Equal Weight Income Advantage ETF est le

15 août 2024. La date du prospectus initial de ces FNB est le 6 août 2024. Les symboles des nouveaux FNB sont les suivants :

Nom du FNB	Symbole et série
Invesco Morningstar Global Next Gen AI Index ETF	INAI - parts en \$ CA INAI.F - parts couvertes en \$ CA
Invesco US Treasury Floating Rate Note Index ETF (USD)	IUFR.U - parts en \$ US
Invesco Canadian Core Plus Bond ETF	ICCB - parts en \$ CA
Invesco Global Bond ETF	ICGB - parts en \$ CA
Invesco NASDAQ 100 Income Advantage ETF	QQCI - parts en \$ CA
Invesco S&P 500 Equal Weight Income Advantage ETF	EQLI - parts en \$ CA

ii) Renonciation aux frais de gestion

Le 15 août 2024, le gestionnaire a temporairement renoncé à la totalité des frais de gestion, soit 0,34 %, pour les parts en \$ CA du fonds Invesco Nasdaq 100 Income Advantage ETF (QQCI) et les parts en \$ CA du fonds Invesco S&P 500 Equal Weight Income Advantage ETF (EQLI) au moins jusqu'au 28 février 2025.

e) Fiducies

i) Évaluation des FNB

Une valeur liquidative distincte est calculée quotidiennement pour chaque fiducie (la « valeur liquidative »). La valeur de chaque fiducie provient des placements qu'elle a acquis conformément à son objectif de placement.

Une valeur liquidative distincte est calculée quotidiennement pour chaque série de parts des fiducies (la « valeur liquidative de la série »). La valeur liquidative de la série correspond à la valeur globale de l'actif moins la valeur globale du passif attribuable à cette série, ces valeurs étant exprimées en dollars canadiens pour les parts en \$ CA et les parts couvertes en \$ CA et en dollars américains pour les parts en \$ US et converties au besoin au taux de change en vigueur à la date visée.

La valeur liquidative par part d'un fonds est déterminée en divisant la valeur liquidative de la série concernée par le nombre total de parts de cette série en circulation à une date donnée. Aux dates indiquées à la note 1 b), il n'existait aucun écart entre la valeur liquidative par part calculée aux fins des opérations et l'actif net attribuable aux porteurs de parts, par part.

Pour déterminer la valeur qui est attribuée aux parts couvertes en \$ CA, le gestionnaire établit d'abord la valeur de l'ensemble des placements du portefeuille du FNB, minorée des dérivés détenus aux fins de couverture du risque de change (et des charges connexes) et utilisés exclusivement pour ces parts. Il détermine ensuite la quote-part attribuable à chaque série du

Notes annexes

Aux dates indiquées dans les états financiers et pour les périodes closes à ces dates (voir note 1 b))

FNB. Pour les parts couvertes en \$ CA, le gestionnaire rajoute la valeur des dérivés détenus aux fins de couverture du risque de change (et les charges connexes) utilisés exclusivement pour ces parts.

ii) Impôts sur le revenu

Les fiducies se qualifient ou entendent se qualifier à titre de fiducies de fonds commun de placement au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). Elles ne sont pas assujetties à l'impôt sur la partie de leur revenu net de placement distribuée aux porteurs de parts, celle-ci étant imposable entre les mains de ces derniers. Les fiducies ne sont pas non plus tenues de payer l'impôt sur le revenu pour les gains en capital nets réalisés distribués aux porteurs de parts. Un montant suffisant du revenu net de placement et des gains en capital nets réalisés des fiducies est distribué aux porteurs de parts au cours de chaque exercice, de manière à ce que les fiducies n'aient aucun impôt à payer. Les impôts sur le revenu exigibles sur les gains en capital nets réalisés non versés ou à verser aux porteurs de parts peuvent généralement être recouverts par les fiducies qui sont des fiducies de fonds commun de placement en vertu des dispositions de remboursement contenues dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans les lois provinciales d'impôt sur le revenu. En raison de la politique de distribution et des mécanismes de remboursement, les fiducies ne comptabilisent pas d'impôt sur le revenu, ni d'actif ou de passif d'impôt différé.

Toutes les fiducies admissibles ont choisi, en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), d'adopter le 15 décembre comme date de fin d'année d'imposition.

Si une fiducie ne répond pas à la définition de fiducie de fonds commun de placement et qu'un ou plusieurs porteurs de parts considérés comme étant des « institutions financières » aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) détiennent une participation totale dans la fiducie s'élevant à plus de 50 % de la juste valeur de marché, la fiducie est assujettie à certaines règles sur l'« évaluation à la valeur du marché ». Ces règles exigent entre autres que soient comptabilisés à titre de revenu ordinaire, plutôt qu'à titre de gains en capital, les gains latents (déduction faite des pertes latentes) sur certains actifs du portefeuille qui, en plus des gains nets réalisés, doivent être distribués au moins annuellement aux porteurs de parts. Si de telles institutions financières cessent de détenir plus de 50 % des parts de la fiducie, l'année d'imposition de la fiducie sera réputée être terminée et, pour que la fiducie soit encore une fois assujettie à ces règles spéciales sur l'évaluation à la valeur du marché, ces institutions financières devront à nouveau détenir plus de 50 % des parts de la fiducie.

Les distributions de revenu, le cas échéant, sont versées en trésorerie et devraient être versées périodiquement. Les distributions en trésorerie peuvent comprendre des distributions de revenu, de dividendes, de gains en capital, ainsi que des remboursements de capital. Si un FNB n'a pas distribué une partie suffisante de son revenu net ou de ses gains en capital nets au cours de l'exercice, une distribution sera versée aux porteurs de parts à la clôture de l'exercice et cette distribution sera automatiquement réinvestie dans des parts additionnelles. Immédiatement après le réinvestissement, le

nombre de parts en circulation sera consolidé de sorte que la valeur liquidative par part après la distribution et le réinvestissement sera la même que si la distribution n'avait pas été versée.

Les frais de gestion distribués aux porteurs de parts, le cas échéant, sont d'abord prélevés sur le revenu net et les gains en capital nets réalisés d'un FNB et ensuite sur le capital. Une certaine tranche des gains en capital nets réalisés n'aura pas besoin d'être distribuée aux porteurs de parts. Cette tranche est calculée en fonction d'une formule se trouvant dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) qui tient compte des rachats de parts effectués au cours de l'année.

f) Placements du gestionnaire dans les FNB

Lors de la création de chaque FNB, le gestionnaire a versé 20 \$ en contrepartie d'une part de chaque FNB. Conformément à la réglementation des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, le FNB ne peut émettre d'autres parts à moins d'avoir reçu et accepté au moins 500 000 \$ de souscriptions supplémentaires, provenant d'investisseurs autres que le gestionnaire et ses sociétés affiliées.

Le gestionnaire peut détenir des placements dans certains FNB. Ces placements sont présentés à la juste valeur dans une note de bas de page de l'état de la situation financière aux dates indiquées à la note 1 b).

2. Informations significatives sur les méthodes comptables

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (normes IFRS de comptabilité).

L'application des normes IFRS de comptabilité exige que la direction établisse des estimations et pose des jugements qui ont une incidence sur les montants présentés au titre de l'actif, du passif, du revenu de placement et des charges pour la période. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les méthodes comptables significatives appliquées de manière constante par les FNB sont les suivantes :

a) Évaluation et comptabilisation des instruments financiers

Les placements détenus en portefeuille, y compris les actions, les titres de créance, la trésorerie, les placements à court terme et les dérivés, sont comptabilisés à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. La trésorerie est constituée de dépôts auprès d'institutions financières. Les placements des fonds, dérivés compris, sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN), conformément au modèle économique.

Les autres actifs et passifs sont comptabilisés à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Les autres actifs, comme les souscriptions à recevoir, les montants à recevoir sur la vente de placements, les montants à recevoir du gestionnaire et les autres montants à recevoir sont évalués au coût amorti. Les autres passifs, comme les montants à payer pour l'achat de placements, les rachats, les distributions et les charges à payer, sont aussi évalués au coût amorti.

Notes annexes

Aux dates indiquées dans les états financiers et pour les périodes closes à ces dates (voir note 1 b))

La différence entre la juste valeur totale des placements et le coût moyen total de ces placements représente la variation latente de la juste valeur, la variation d'une période à l'autre étant comptabilisée à titre de « Variation de la plus-value (moins-value) latente des placements » dans l'état du résultat global.

Les opérations de placement sont comptabilisées le jour ouvrable où l'ordre d'achat ou de vente est exécuté. Les gains et les pertes réalisés sur la vente de placements du portefeuille sont calculés en fonction du coût moyen des placements concernés.

Les placements du portefeuille, y compris les placements dans d'autres FNB cotés sur une bourse reconnue, sont évalués selon le dernier cours négocié sur les bourses où ils sont principalement négociés, lorsque ce cours s'inscrit dans l'écart acheteur-vendeur du jour. Certains titres qui ne sont pas évalués selon le dernier cours qui s'inscrit dans l'écart acheteur-vendeur du jour peuvent être évalués au moyen d'autres données de marché observables, au gré du gestionnaire. En l'absence d'un volume de transactions suffisant pour un titre, celui-ci est évalué selon le cours acheteur de clôture pour les positions acheteur et le cours vendeur de clôture pour les positions vendeur, observés sur la principale Bourse où s'échange le titre ou utilisés par les teneurs de marché. Les titres non cotés sur une bourse reconnue ou pour lesquels des cours fiables ne peuvent être obtenus facilement sont évalués selon les techniques d'évaluation établies par le gestionnaire. Les placements dans le Fonds de gestion de trésorerie en dollars canadiens sont évalués à leur juste valeur qui correspond généralement à leur valeur liquidative. Pour les FNB Invesco, si 1) le cours de clôture n'est pas disponible, 2) les titres du FNB ne se négocient pas à la date d'évaluation ou 3) le cours de clôture est jugé peu fiable en raison du faible nombre de transactions au cours de la dernière heure de séance, le cours moyen de clôture (la moyenne des cours acheteur et vendeur) sur la principale Bourse sera utilisé.

IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur* exige le recours à une « hiérarchie des justes valeurs » pour présenter les données utilisées pour l'évaluation de chaque actif financier et passif financier d'un FNB. La hiérarchie des données s'établit comme suit :

- les prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques (niveau 1);
- les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui reposent sur des données observables sur le marché pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix) (niveau 2);
- les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables) (niveau 3).

Des changements dans les méthodes d'évaluation peuvent entraîner des transferts des actifs et passifs d'un niveau à un autre de cette hiérarchie. Un résumé de la répartition entre les niveaux en fonction de la hiérarchie des données, aux dates indiquées à la note 1 b), est présenté pour chaque FNB à la

section *Risques liés aux instruments financiers et notes propres au fonds*. Tous les transferts sont considérés avoir eu lieu à la date de clôture de chacune des périodes présentées.

Les actions et les contrats à terme normalisés négociés en bourse pour lesquels sont utilisés prix cotés (non ajustés) sur des marchés sont classés au niveau 1. Les placements dans le Fonds de gestion de trésorerie en dollars canadiens et d'autres fonds sous-jacents évalués à leur valeur liquidative sont classés au niveau 1.

La juste valeur des autres instruments financiers est établie à l'aide de techniques d'évaluation.

Les titres de niveau 2 comprennent :

- Certains titres de capitaux propres évalués selon les prix cotés sur le marché, lesquels sont ajustés par un facteur de marché pour tenir compte des mouvements qui ont lieu après la clôture du marché.
- Les titres à revenu fixe évalués selon l'estimation du cours acheteur (prix fourni par un fournisseur de services d'évaluation tiers d'après divers facteurs, dont les données des courtiers, l'information financière de l'émetteur et les fluctuations de marchés pertinentes), telle qu'elle est présentée par la source d'évaluation principale à la date d'évaluation.
- Les prêts à taux variable évalués selon la moyenne des cotations (prix fourni par un fournisseur de services d'évaluation tiers d'après divers facteurs, dont les données des courtiers, l'information financière de l'émetteur et les fluctuations de marchés pertinentes), telle qu'elle est présentée par la source d'évaluation principale à la date d'évaluation.
- Les actifs et passifs dérivés sont classés au niveau 2, sauf les options et les contrats à terme normalisés négociés en bourse, qui sont classés au niveau 1. Le prix de ces dérivés est fonction d'un ou plusieurs actifs sous-jacents.
- Les obligations liées à des actions sont évaluées selon les prix fournis par un fournisseur de services d'évaluation tiers d'après divers facteurs, dont les modalités des contrats, les indices sous-jacents et la volatilité implicite du rendement des titres, tels qu'ils sont présentés par la source d'évaluation principale à la date d'évaluation.

Les titres de niveau 3 comprennent :

- Certains instruments financiers qui sont examinés par le comité d'évaluation du fonds.
- Les titres non cotés sur une bourse reconnue ou pour lesquels des cours fiables ne peuvent être obtenus facilement sont évalués selon les techniques d'évaluation établies par le gestionnaire. Le comité d'évaluation examine le caractère approprié des données d'entrée utilisées dans les modèles d'évaluation, ainsi que les résultats des évaluations, au moyen de différentes méthodes et techniques d'évaluation généralement reconnues comme la norme dans le secteur d'activité.
- Les prêts à taux variable évalués selon une seule cotation.

Notes annexes

Aux dates indiquées dans les états financiers et pour les périodes closes à ces dates (voir note 1 b))

Les informations quantitatives concernant les données d'entrée non observables, la description de la sensibilité des évaluations de la juste valeur aux changements dans les données d'entrée non observables et les relations entre ces données d'entrée sont présentées pour chaque fonds à la section *Risques liés aux instruments financiers et notes propres au fonds*, au paragraphe « Évaluation de la juste valeur », lorsque des données non observables importantes sont utilisées pour évaluer les instruments financiers inclus au niveau 3.

La section *Risques liés aux instruments financiers et notes propres au fonds* présente des informations supplémentaires sur les transferts entre niveaux, de même qu'un rapprochement des soldes du niveau 3 à l'ouverture et à la clôture de la période, le cas échéant.

b) Opérations des porteurs de parts et constatation du revenu

Les opérations des porteurs de parts sont comptabilisées à la date de l'opération.

Le revenu de dividendes/distributions et les retenues d'impôts, le cas échéant, sont comptabilisés à la date ex-dividende et sont présentés dans *l'état du résultat global*. Les intérêts à distribuer sont comptabilisés quotidiennement selon la méthode de la comptabilité d'engagement et incluent les distributions reçues sur les placements dans le Fonds de gestion de trésorerie en dollars canadiens, le cas échéant. Les intérêts à distribuer tiennent également compte de l'amortissement quotidien de l'escompte sur les obligations à coupon zéro et les bons du Trésor, le cas échéant. Ils sont calculés, conformément à la réglementation fiscale, en tenant compte de l'intérêt nominal à recevoir ou reçu pour le fonds.

Les coûts de transactions sont exclus du coût moyen total des placements dans *l'inventaire du portefeuille* de chaque FNB et sont présentés dans *l'état du résultat global*. Les coûts de transactions sur actions incluent les commissions de courtage et les autres coûts de transactions, y compris la TPS et la TVH applicables. Une partie des commissions de courtage facturées par les courtiers, généralement les courtiers de plein exercice, représente les honoraires pour les produits et services, principalement les recherches exclusives, fournis aux FNB et qui s'ajoutent aux services d'exécution des ordres. Les autres coûts de transactions, le cas échéant, englobent d'autres frais d'exécution d'opérations payés à des tiers externes, comme les droits de timbre et les redevances sur les opérations de change. Les opérations relatives aux titres à revenu fixe sont effectuées sur le marché hors cote où les intervenants agissent à titre de contrepartistes. Ces placements sont généralement négociés sur la base du solde net et leur coût comprend habituellement les coûts de transactions.

Les distributions de fiducies de redevances ou de revenu qui sont considérées comme un remboursement de capital réduisent le coût moyen des placements dans les fiducies de redevances ou de revenu sous-jacentes présenté dans *l'inventaire du portefeuille*.

Les distributions provenant de fiducies de redevances ou de revenu qui sont considérées comme un revenu de dividendes ou un revenu d'intérêts sont incluses dans le revenu de placement, au poste « Dividendes » ou « Intérêts à distribuer » (le cas échéant) dans *l'état du résultat global*.

Le revenu et les charges d'un fonds sont répartis quotidiennement entre les séries en fonction de la quote-part de chaque série dans la valeur liquidative du fonds, sauf indication contraire.

Pour chaque série, le poste « Augmentation (diminution) de l'actif net attribuable aux porteurs de parts liée aux activités, par part » présenté dans *l'état du résultat global* est calculé en fonction du nombre moyen pondéré de parts en circulation au cours de la période.

Les opérations hors trésorerie sont exclues des activités d'exploitation et de financement comptabilisées dans les *tableaux des flux de trésorerie*, qui comprennent les opérations en nature et les échanges entre séries d'un même fonds.

c) Contrats de change à terme

Les contrats de change à terme peuvent servir à couvrir les FNB contre l'éventuelle fluctuation des taux de change. Cette stratégie peut inclure la couverture de la totalité ou d'une partie du risque de change lié à un placement ou un groupe de placements existant, soit directement, soit par couverture de change croisée, mais uniquement dans la mesure jugée appropriée par le gestionnaire et lorsque le permettent les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM). Rien ne garantit que les stratégies de couverture seront efficaces. Des pertes peuvent survenir par suite des fluctuations des taux de change ou de manquements au contrat par la contrepartie.

Les contrats de change à terme sont comptabilisés dans *l'inventaire du portefeuille* et sont évalués à la juste valeur, laquelle correspond au montant estimatif que le FNB aurait dû payer ou aurait reçu (selon le cas) s'il avait réglé les contrats en cours à la clôture de la période. Tout gain latent sur ces contrats est présenté à titre d'actif dérivé - à la juste valeur, et toute perte latente sur ces contrats est présentée à titre de passif dérivé - à la juste valeur à *l'état de la situation financière*. Les gains ou les pertes réalisés à l'échéance ou à la liquidation de contrats de change à terme conclus par les FNB sont inscrits au poste « Gain (perte) net réalisé sur la vente de dérivés » de *l'état du résultat global*.

d) Contrats à terme normalisés

Les contrats à terme normalisés sont des contrats financiers conclus entre deux parties visant la vente ou l'achat d'un instrument financier à un prix établi et à une date donnée. Lorsqu'il conclut un contrat à terme normalisé, le fonds est tenu de maintenir un compte sur marge auprès du courtier. Aux termes du contrat, le fonds accepte de recevoir du courtier, ou de lui payer, un montant en trésorerie correspondant à la fluctuation quotidienne de la juste valeur du contrat détenu. Tant qu'un contrat à terme normalisé est en cours, la juste valeur de ce contrat est établie quotidiennement et les variations sont inscrites au poste « Variation de la plus-value (moins-value) latente des dérivés » de *l'état du résultat global*.

Notes annexes

Aux dates indiquées dans les états financiers et pour les périodes closes à ces dates (voir note 1 b))

Lorsqu'un contrat à terme normalisé est dénoué ou devient caduc, le fonds comptabilise un gain ou une perte réalisé au poste « Gain (perte) net réalisé sur la vente de dérivés » de l'état du résultat global. Tout gain sur les contrats à terme normalisés en cours est présenté à titre d'actif dérivé - à la juste valeur, et toute perte sur les contrats à terme normalisés en cours est présentée à titre de passif dérivé - à la juste valeur à l'état de la situation financière.

Certains fonds peuvent maintenir un excédent de marge détenu auprès d'un courtier afin de conclure des contrats à terme normalisés, qui est inclus au poste « Trésorerie soumise à des restrictions » de l'état de la situation financière.

e) Conversion des devises

Les FNB ont pour monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation le dollar canadien, à l'exception du fonds Invesco US Treasury Floating Rate Note Index ETF (USD). Le dollar canadien est la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel les FNB exercent leurs activités; lorsqu'il existe divers indicateurs, le dollar canadien est la principale monnaie dans laquelle les FNB réunissent des capitaux. Le fonds Invesco US Treasury Floating Rate Note Index ETF (USD) a pour monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation le dollar américain, la monnaie qu'il utilise pour lever des capitaux et maintenir la liquidité.

La juste valeur des placements, des avoirs et des autres actifs et passifs libellés en devises est convertie dans la monnaie de présentation de chaque FNB au taux de change en vigueur à la date d'évaluation. Les revenus, les charges et les opérations de placement en devises sont convertis dans la monnaie de présentation de chaque FNB au taux de change en vigueur aux dates respectives de ces opérations. L'information financière des FNB est présentée en dollars canadiens dans les états financiers, à l'exception du fonds Invesco US Treasury Floating Rate Note Index ETF (USD), qui est présenté en dollars américains.

La part des résultats d'exploitation découlant des variations des taux de change sur les placements n'est pas présentée distinctement des écarts provenant des fluctuations des cours du marché. L'incidence combinée des fluctuations des taux de change et des prix du marché sur les placements vendus est présentée dans l'état du résultat global au poste « Gain (perte) net réalisé sur la vente de placements ». Les variations découlant des fluctuations des cours du marché et des taux de change sont incluses au poste « Variation de la plus-value (moins-value) latente des placements ».

La part des résultats d'exploitation découlant des variations des taux de change et des autres actifs et passifs nets libellés en devises est comptabilisée dans l'état du résultat global aux postes « Gain (perte) de change » ou « Variation du gain (perte) de change latent sur les autres actifs nets ».

La part des résultats d'exploitation découlant des variations des taux de change sur le revenu de placement et les dividendes et intérêts à recevoir est comptabilisée au poste « Gain (perte) de change » dans l'état du résultat global.

f) Swaps sur défaillance

Les fonds peuvent avoir recours à des swaps sur défaillance pour atténuer le risque de crédit lié à certaines obligations ou à l'ensemble du portefeuille, par exemple au moyen d'un indice de crédit (l'« actif de référence ») détenu par un fonds ou pour accroître l'exposition à un actif de référence en créant une position de placement théorique pour le fonds. Les swaps sur défaillance ne peuvent être utilisés que dans la mesure jugée appropriée par le gestionnaire et lorsque le permettent les ACVM. Lorsqu'une position de placement théorique est créée, le risque de crédit d'un fonds lié à l'actif de référence est comparable au risque qui serait lié à un investissement direct dans l'actif de référence.

En vertu d'un accord de swap sur défaillance, l'acheteur de protection, dont l'intention est de réduire son risque de crédit lié à l'actif de référence, verse ou reçoit un paiement à l'acquisition et verse une prime au vendeur de protection, qui accepte le risque de crédit lié à l'actif de référence. Le paiement à l'acquisition est versé ou reçu au début de l'accord de swap et la prime est payée à intervalles réguliers (généralement chaque trimestre) sur la durée de cet accord. En échange de la prime versée, l'acheteur de la protection a le droit de recevoir du vendeur le remboursement complet de toute perte attribuable à un incident de crédit lié à l'actif de référence. Les actifs de référence d'un swap sur défaillance sur indice de crédit consistent en l'ensemble des titres de l'indice, et en cas de défaillance, l'incident de crédit est réglé en fonction de la pondération du titre dans l'indice. Un incident de crédit peut être déclenché par une faillite, un défaut de paiement ou une restructuration de la part de l'émetteur de l'actif de référence. Lorsqu'il y a incident de crédit, le swap peut être réglé par la livraison matérielle de l'actif de référence pour un produit correspondant à la valeur nominale ou par le versement d'un paiement en trésorerie correspondant au montant de la perte. S'il n'y a pas d'incident de crédit, aucun montant n'est exigible.

Le vendeur de la protection peut subir une perte imputable à un incident de crédit. L'acheteur de la protection peut subir une perte en cas de manquement au contrat par la contrepartie. Tant pour l'acheteur de la protection que pour le vendeur, de telles pertes sont limitées à la valeur intrinsèque du swap sur défaillance, laquelle correspond à l'écart entre la valeur nominale de l'actif de référence et son prix courant sur le marché immédiatement après la défaillance.

Les swaps sur défaillance sont présentés dans l'inventaire du portefeuille, le cas échéant, et sont évalués à la juste valeur chaque jour d'évaluation. La juste valeur consiste en la valeur actuelle du coût de la protection, qui correspond à la juste valeur du risque de crédit lié à l'actif de référence. Le paiement à l'acquisition est inscrit à titre d'actif dérivé - à la juste valeur ou de passif dérivé - à la juste valeur à l'état de la situation financière. Les primes payées ou reçues, le cas échéant, sont comptabilisées dans l'état du résultat global à titre de « Revenu (perte) sur dérivés » sous « Revenus ». Lorsque les swaps sur défaillance viennent à échéance ou sont liquidés, les gains ou les pertes sont comptabilisés dans l'état du résultat global, au poste « Gain (perte) net réalisé sur la vente de dérivés ». Les

Notes annexes

Aux dates indiquées dans les états financiers et pour les périodes closes à ces dates (voir note 1 b))

variations de la valeur de marché, le cas échéant, sont comptabilisées au poste « Variation de la plus-value (moins-value) latente des dérivés » de l'état du résultat global.

Certains fonds peuvent avoir un excédent de marge afin de conclure des swaps sur défaillance, qui est inclus au poste « Trésorerie soumise à des restrictions » de l'état de la situation financière.

g) Options

Les fonds peuvent utiliser des options, mais uniquement dans la mesure jugée appropriée par le gestionnaire et lorsque le permettent les ACVM. Les primes payées à l'achat d'options, le cas échéant, sont comptabilisées comme actifs dérivés dans l'inventaire du portefeuille et dans l'état de la situation financière. Les primes reçues à la vente d'options, le cas échéant, sont comptabilisées comme passifs dérivés dans l'inventaire du portefeuille et dans l'état de la situation financière. Si possible, les options sont évaluées à la juste valeur, sinon, elles sont évaluées chaque jour d'évaluation selon les techniques d'évaluation établies par le gestionnaire.

Les gains et les pertes sur des options achetées peuvent être réalisés :

- i) à l'expiration des options achetées, auquel cas les pertes réalisées seront égales à la prime payée;
- ii) à l'exercice des options de vente achetées, auquel cas l'écart entre le produit de la vente et la somme du coût du titre et de la prime payée sera comptabilisé comme un gain ou une perte réalisé;
- iii) à la liquidation des options achetées, auquel cas les gains ou pertes réalisés seront égaux au produit de la vente d'options au dénouement de la position, déduction faite de toute prime payée.

Les gains et les pertes sur des options vendues peuvent être réalisés :

- i) à l'expiration des options vendues, auquel cas les gains réalisés seront égaux à la prime reçue;
- ii) à l'exercice des options d'achat vendues, auquel cas l'écart entre, d'une part, le produit de la vente et la prime et, d'autre part, le coût du titre, sera comptabilisé comme un gain ou une perte réalisé;
- iii) à la liquidation des options vendues, auquel cas les gains ou pertes réalisés seront égaux au coût de l'achat d'options au dénouement de la position, déduction faite de toute prime reçue.

À l'exercice d'une option de vente vendue ou d'une option d'achat achetée, le coût du titre acheté est égal à la somme du prix d'exercice de l'option et de la prime reçue ou payée.

Les gains et les pertes réalisés sur des options sont comptabilisés dans l'état du résultat global, au poste « Gain (perte) net réalisé sur les dérivés ». Les primes reçues ou payées sur les options sont comptabilisées au poste « Règlement des dérivés - produit net (paiement) » dans le tableau des flux de trésorerie. Les variations de la valeur de

marché, le cas échéant, sont comptabilisées au poste « Variation de la plus-value (moins-value) latente des dérivés » de l'état du résultat global.

Certains fonds peuvent acquérir ou émettre des options sur swap de défaillance pour couvrir le risque de crédit lié à un placement sans engager le placement sous-jacent. Une option sur swap de défaillance permet de vendre ou d'acheter une protection contre le risque de crédit d'une entité de référence spécifique en concluant un swap préétabli avant une date donnée.

Certains fonds peuvent investir dans des options FLEXible EXchange® (les « options FLEX »). Ces options sont des options non conventionnelles sur de grands indices boursiers ou des actions qui permettent aux investisseurs de fixer eux-mêmes certaines des principales conditions, comme le prix d'exercice, les modalités d'exercice et la date d'échéance. Leur règlement est garanti par l'Options Clearing Corporation (OCC).

h) Obligations liées à des actions

Certains fonds peuvent investir dans des obligations liées à des actions. Les obligations liées à des actions sont des instruments structurés hybrides. Une seule obligation combine les caractéristiques d'un ou de plusieurs titres de référence (action unique, fonds négocié en bourse, obligation négociée en bourse, indice ou panier de titres (titres sous-jacents)) et d'un instrument dérivé sur action lié (option de vente ou option d'achat). Généralement, lorsque le fonds achète une obligation liée à des actions, il verse à la contrepartie un montant correspondant à la valeur nominale de l'obligation. À l'échéance, le fonds reçoit généralement un montant correspondant à la valeur nominale de l'obligation et des intérêts plus un rendement en fonction de l'appréciation des titres sous-jacents. En tant que détenteur d'une obligation liée à des actions, le fonds n'a généralement pas de droits sur les titres sous-jacents, donc aucun droit de vote ni droit de recevoir des dividendes. Si le cours des titres sous-jacents fluctue de manière inattendue, le fonds peut ne pas réaliser les bénéfices anticipés sur ses obligations liées à des actions ou subir des pertes, lesquelles pourraient être substantielles. Les obligations liées à des actions peuvent être corrélées au marché à différents degrés en fonction de leurs modalités et peuvent être utilisées pour gérer le risque du portefeuille. Les obligations liées à des actions sont évaluées quotidiennement. Leurs coupons sont comptabilisés au poste « Intérêts à distribuer » de l'état du résultat global. Toute variation de la valeur de marché des obligations liées à des actions est comptabilisée au poste « Variation de la plus-value (moins-value) latente des placements » de l'état du résultat global. Un fonds réalise un gain ou une perte lorsque l'obligation liée à des actions est vendue ou arrive à échéance et il comptabilise ce gain ou cette perte en tant que « Gain (perte) net réalisé sur la vente de placements » dans l'état du résultat global.

Au 31 décembre 2025, les FNB ne détenaient plus de placements dans des obligations liées à des actions.

i) Opérations sur instruments dérivés spécifiques

Un instrument dérivé spécifique est un instrument, un accord ou un titre dont le cours du marché, la valeur ou l'obligation de

Notes annexes

Aux dates indiquées dans les états financiers et pour les périodes closes à ces dates (voir note 1 b))

paiement est fondé sur un intérêt dans un titre sous-jacent. Les FNB ne peuvent conclure de contrats et d'accords sur instruments dérivés spécifiques qu'avec des contreparties ou des chambres de compensation admissibles qui ont une notation approuvée. Une notation approuvée désigne, pour un titre ou un instrument de la contrepartie admissible, une notation égale ou supérieure à celles émises par l'une des agences de notation approuvées suivantes pour ce titre ou cet instrument :

	Billets de trésorerie/dette à court terme	Dettes à long terme
Dominion Bond Rating Service	R-1 (basse)	A
Fitch Ratings	F-1	A
Moody's Investors Service	P-1	A2
Standard & Poor's	A-1 (basse)	A

La comptabilisation des opérations sur instruments dérivés spécifiques par les FNB, y compris l'évaluation quotidienne, se fait conformément aux méthodes décrites aux notes 2 c), 2 d), 2 f) et 2 g).

j) Titres à déterminer

Certains fonds peuvent utiliser des titres à déterminer (To-Be-Announced). Ces titres sont habituellement achetés ou vendus entre un et trois mois avant la période de règlement en l'absence de détails spécifiques sur les portefeuilles de titres hypothécaires sous-jacents, mais avec un accord quant à l'émetteur, au taux d'intérêt nominal et à l'échéance. Les portefeuilles de titres hypothécaires sous-jacents à livrer sont sélectionnés peu de temps avant le règlement et doivent respecter certains paramètres. Les fonds peuvent effectuer des opérations sur titres à déterminer avec l'intention de prendre possession des titres adossés à des créances hypothécaires sous-jacents ou de les livrer, le cas échéant. Les titres à déterminer peuvent aussi être reportés avant la date de règlement établie ou les positions à déterminer peuvent être liquidées pour éviter une livraison avant la date de règlement. Des pertes peuvent survenir si la valeur des titres sous-jacents fluctue, si la contrepartie ne respecte pas ses engagements ou si l'émetteur n'émet pas les titres en raison de facteurs politiques, économiques ou autres. Les titres à déterminer sont évalués à la juste valeur selon les prix fournis par des sources indépendantes. Les gains et les pertes résultant de la vente des titres à déterminer avant la livraison des titres adossés à des créances hypothécaires sous-jacents sont comptabilisés au poste « Gain (perte) net réalisé sur la vente de placements » et les gains et les pertes latents résultant des variations de la juste valeur des titres à déterminer détenus sont comptabilisés au poste « Variation de la plus-value (moins-value) latente des placements » dans l'état du résultat global.

k) Placements dans des entités structurées non consolidées

Certains fonds peuvent investir dans d'autres fonds d'investissement, y compris des FNB, qui sont gérés par le gestionnaire, une société affiliée ou un tiers (les « fonds

sous-jacents »). Le gestionnaire a déterminé que les fonds sous-jacents étaient des entités structurées non consolidées, car la prise de décisions les concernant n'est pas influencée par les droits de vote ou tout autre droit similaire que détiennent les fonds. Les activités de chaque fonds sous-jacent sont plutôt circonscrites par son document de placement.

Les fonds détiennent des parts ou des actions de chacun de leurs fonds sous-jacents. Ces placements sont inscrits à leur juste valeur au poste « Placements - à la juste valeur » de l'état de la situation financière. Les fluctuations de la juste valeur de chaque fonds sous-jacent sont comptabilisées au poste « Variation de la plus-value (moins-value) latente des placements » de l'état du résultat global.

Des renseignements supplémentaires à propos des placements des fonds dans les fonds sous-jacents, le cas échéant, sont présentés à la section *Risques liés aux instruments financiers et notes propres au fonds*, au paragraphe « Placements dans les fonds sous-jacents ».

Certains fonds peuvent investir dans des titres adossés à des créances hypothécaires ou des titres adossés à des actifs qui sont également des entités structurées non consolidées. Les titres adossés à des créances hypothécaires sont créés par le regroupement de divers types de prêts hypothécaires, notamment résidentiels et commerciaux. Les titres adossés à des actifs sont issus du regroupement d'actifs variés, comme des prêts et des titres garantis par des prêts. Les titres adossés à des créances hypothécaires et les titres adossés à des actifs détenus par les fonds sont inscrits à leur juste valeur au poste « Placements - à la juste valeur » de l'état de la situation financière. Les fluctuations de la juste valeur de ces placements sont comptabilisées au poste « Variation de la plus-value (moins-value) latente des placements » de l'état du résultat global.

3. Principaux jugements et estimations comptables

Lorsqu'elle prépare les états financiers, la direction doit faire appel à son jugement pour appliquer les méthodes comptables et établir des estimations et des hypothèses pour l'avenir. Les paragraphes suivants présentent une analyse des jugements et estimations comptables les plus importants établis aux fins de la préparation des états financiers :

IAS 32 *Instruments financiers : Présentation* exige que les parts des FNB, considérées comme des instruments remboursables au gré du porteur, soient classées dans les passifs financiers ou dans les instruments de capitaux propres, et qu'elles soient présentées au montant du rachat. Les parts des FNB Invesco sont rachetables au gré du porteur, conformément aux modalités stipulées dans le prospectus. Les porteurs de parts peuvent, en tout temps pendant les jours de bourse, échanger un nombre prescrit minimal de parts ou son multiple contre un panier de titres ou un montant en espèces égal à la valeur liquidative. Les porteurs de parts peuvent, en tout temps pendant les jours de bourse, demander le rachat de leurs parts d'un FNB Invesco contre trésorerie à un prix de rachat par part correspondant à 95 % du cours de clôture des parts à la TSX ou à la Cboe Canada à la date de prise d'effet du rachat. Les parts sont classées comme des passifs financiers, car le droit de

Notes annexes

Aux dates indiquées dans les états financiers et pour les périodes closes à ces dates (voir note 1 b))

rachat fondé sur le cours de clôture donne naissance à un produit qui n'est pas essentiellement fondé sur la valeur liquidative.

IFRS 10 *États financiers consolidés* exige que les FNB qui contrôlent une ou plusieurs autres filiales ou exercent une influence notable sur celles-ci présentent des états financiers consolidés. Toutefois, ils en sont exemptés s'ils répondent à la définition d'« entité d'investissement ». Les FNB répondent en général à la définition d'entité d'investissement puisqu'ils obtiennent des fonds d'un ou de plusieurs investisseurs auxquels ils fournissent des services professionnels de gestion de placements, et puisqu'ils déclarent à ces investisseurs qu'ils ont pour objet d'investir des fonds dans le seul but de réaliser des rendements sous forme de plus-values, de revenus de placement ou les deux. Les FNB évaluent et apprécient la performance de la quasi-totalité de leurs placements sur la base de la juste valeur.

Les titres non cotés sur une bourse reconnue ou pour lesquels des cours fiables ne peuvent être obtenus facilement sont évalués selon les techniques d'évaluation établies par le gestionnaire. Le comité d'évaluation examine le caractère approprié des données d'entrée utilisées dans les modèles d'évaluation, ainsi que les résultats des évaluations, au moyen de différentes méthodes et techniques d'évaluation généralement reconnues comme la norme dans le secteur d'activité.

4. Frais de gestion et charges d'exploitation

Le gestionnaire est responsable de l'exploitation quotidienne des FNB. Il fournit des services de gestion aux FNB, dont le marketing et la promotion.

Le gestionnaire peut également agir à titre de gestionnaire de portefeuille ou faire appel à une société affiliée pour fournir des services de placement aux FNB. Ces services comprennent l'analyse des placements et les décisions de placement. Le total des frais de services de gestion de chaque FNB constitue les « frais de gestion ».

Chaque FNB paie des frais de gestion au gestionnaire, majorés des taxes applicables, calculés selon un taux annuel et en fonction de la valeur liquidative de chaque FNB. Ces frais de gestion sont calculés et comptabilisés quotidiennement et sont payés chaque mois. Lorsqu'un porteur de parts effectue des placements importants dans un FNB, le gestionnaire peut réduire les honoraires qu'il facture habituellement, à condition que le montant de la réduction soit versé au porteur sous forme de distribution de frais de gestion. Cette réduction est incluse dans les montants présentés dans *l'état de l'évolution de la situation financière* du FNB applicable sous « Distributions - revenu net de placement ».

Un FNB peut détenir des titres d'un ou de plusieurs portefeuilles Invesco gérés par le gestionnaire ou une société lui étant affiliée. Il n'y a alors pas de duplication des frais de gestion à payer relativement au FNB et à ses placements dans les portefeuilles Invesco.

Les seules charges d'exploitation que paie chaque FNB (à l'exception des fonds Invesco S&P Europe 350 Equal Weight Index ETF (EQE), Invesco S&P International Developed ESG Index ETF (IICE), Invesco ESG Global Bond ETF (IWBE), Invesco S&P/TSX Canadian Dividend Aristocrats ESG Index ETF (ICAE), Invesco S&P US Dividend Aristocrats ESG Index ETF (IUAE), Invesco Russell 1000 Dynamic-Multifactor Index ETF (IUMF), Invesco Morningstar Global Energy Transition Index ETF (IGET), Invesco International Developed Dynamic-Multifactor Index ETF (IIMF), Invesco Morningstar Global Next Gen AI Index ETF (INAI), Invesco US Treasury Floating Rate Note Index ETF (USD) (IUFR), Invesco Canadian Core Plus Bond ETF (ICCB), Invesco Global Bond ETF (ICGB), Invesco NASDAQ 100 Income Advantage ETF (QQCI), Invesco S&P 500 Equal Weight Income Advantage ETF (EQLI) et Invesco S&P/TSX 60 Equal Weight Index ETF (EQLT) sont les frais applicables suivants : i) les frais de gestion, ii) les frais et commissions de courtage, iii) les frais aux termes d'un dérivé utilisé par le FNB applicable, iv) les coûts afférents au respect des exigences gouvernementales ou réglementaires adoptées après la date de création applicable, v) les frais liés à l'émission de parts à payer aux autorités en valeurs mobilières ou à des agences gouvernementales, vi) les taxes applicables sur ces frais et vii) les impôts sur le revenu, retenues d'impôts ou autres taxes et impôts (collectivement, les « charges de base »).

Les seules charges d'exploitation que paie EQE sont les charges de base, les honoraires payables aux mandataires en fiscalité retenus pour assurer le respect des exigences prévues par la réglementation dans les territoires étrangers (les « honoraires du mandataire en fiscalité ») et la rémunération payable aux fournisseurs de services aux fins de réclamation des impôts payés en territoires étrangers (les « remboursements de retenues d'impôts »).

Les seules charges d'exploitation que paient IICE, IWBE, ICAE, IUAE, IUMF, IGET, IIMF, INAI, IUFR, ICCB, ICGB, QQCI, EQLI et EQLT sont les charges de base et les frais de transactions à payer au dépositaire ou à ses agents pour la souscription, l'échange ou le rachat de parts de ces FNB Invesco (« les frais de transactions liés aux services de garde ») et les taxes de vente sur ces frais. En plus de ces frais, il se peut que IICE, IWBE, ICAE, IGET, IIMF, INAI et ICGB aient à payer des charges relatives aux honoraires du mandataire en fiscalité et au remboursement de retenues d'impôts.

Conformément aux lois applicables, les frais liés aux activités du comité d'examen indépendant (CEI) sont payables par chacun des FNB. Toutefois, il est permis au gestionnaire de rembourser ces frais aux FNB.

À l'exception des charges payables par les FNB et des coûts de liquidation qui peuvent être imputés à un FNB, le gestionnaire doit régler tous les autres coûts et charges des FNB. Ces coûts et charges comprennent les honoraires payables au dépositaire, à l'agent chargé de la tenue des registres et agent des transferts, à l'administrateur du fonds, au sous-conseiller, aux auditeurs et aux fournisseurs d'indices et les frais payables aux autres fournisseurs dont le gestionnaire a retenu les services.

Notes annexes

Aux dates indiquées dans les états financiers et pour les périodes closes à ces dates (voir note 1 b))

À son entière discrétion, le gestionnaire peut renoncer à une partie des frais de gestion ou prendre en charge une partie des autres charges de certains FNB. Les montants ainsi visés par une renonciation ou pris en charge par le gestionnaire pour un FNB pour les périodes indiquées à la note 1 b), le cas échéant, sont présentés dans l'état du résultat global. Ces renoncations et prises en charge peuvent être interrompues en tout temps, mais elles devraient se poursuivre pour certains FNB jusqu'à ce que ces derniers aient atteint une taille telle qu'ils puissent raisonnablement absorber la totalité des frais de gestion et des charges engagées dans le cadre de leurs activités.

5. Impôts

À la fin d'année d'imposition, certaines fiducies avaient des pertes en capital ou des pertes autres qu'en capital pouvant être reportées en avant à des fins fiscales. Les reports prospectifs de pertes en capital et de pertes autres qu'en capital sont présentés dans une note de bas de page de l'état de l'évolution de la situation financière de chaque FNB, le cas échéant. Les FNB ne comptabilisent pas d'impôt puisque la totalité de leur revenu net de placement aux fins fiscales et une part suffisante des gains en capital nets réalisés au cours de chaque année d'imposition doivent être distribués aux porteurs de parts de manière à ce que les FNB n'aient aucun impôt à payer. Étant donné que les FNB ne comptabilisent pas d'impôt sur le résultat, aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé dans l'état de la situation financière au titre des pertes pouvant être reportées. Les pertes en capital peuvent être reportées rétrospectivement sur trois ans et prospectivement indéfiniment, et être portées en diminution des gains en capital. Les pertes autres qu'en capital, le cas échéant, peuvent être reportées rétrospectivement sur trois ans et prospectivement sur vingt ans pour réduire le résultat imposable. L'année ou les années d'échéance des reports prospectifs de pertes autres qu'en capital, le cas échéant, sont présentées dans la même note de bas de page de l'état de l'évolution de la situation financière.

Certains fonds sont actuellement assujettis à des retenues d'impôts sur les revenus de placement et les gains en capital dans certains pays étrangers. Ces revenus et ces gains sont comptabilisés au montant brut, et les retenues d'impôts s'y rattachant sont présentées à titre de charge distincte dans l'état du résultat global de chaque fonds, le cas échéant.

6. Prêt de titres

Certains FNB prennent part à des opérations de prêts de titres par l'intermédiaire d'un agent de prêt de titres, selon les modalités d'une convention de prêt de titres comprenant des restrictions établies par les lois canadiennes sur les valeurs mobilières.

Bank of New York Mellon Corporation (BNY Mellon) est l'agent de prêt de titres des FNB.

Le risque de crédit lié aux opérations de prêt de titres est jugé minime. Conformément aux modalités de la convention de prêt de titres, un emprunteur doit avoir une notation approuvée comme il est indiqué à la note 2 i) et fournir des garanties autres qu'en trésorerie correspondant à au moins 105 % (102 % pour des garanties en trésorerie) de la valeur des titres

prêtés. Les garanties acceptées sont, entre autres, la trésorerie et les titres admissibles tels que les obligations émises ou garanties par le gouvernement du Canada ou une province canadienne, par le gouvernement des États-Unis ou un de ses organismes, par un état souverain et par un organisme supranational, et des titres de créance à court terme de sociétés ayant une notation approuvée. Les titres convertibles et les lettres de crédit irrévocables peuvent également servir de garantie. La juste valeur des titres prêtés est établie à la clôture de toute date d'évaluation et toute garantie supplémentaire requise est livrée au fonds le jour ouvrable suivant. Lorsqu'ils effectuent des opérations de prêt de titres, les FNB concluent des conventions de prêt de titres qui, en cas de défaillance (y compris lors d'une faillite ou d'une insolvabilité), permettent à la partie qui n'est pas en défaut de liquider la garantie et de calculer son exposition nette à la contrepartie en défaut. En cas de défaillance de l'emprunteur, le FNB, en tant que prêteur, opérerait compensation de la juste valeur de la garantie reçue et de la juste valeur des titres prêtés. La garantie est évaluée quotidiennement à la valeur de marché, mais le FNB risque de subir une perte si un emprunteur ne respecte pas son obligation de remettre les titres empruntés et que la garantie reçue ne suffit pas à reconstituer le portefeuille de titres prêtés. Pour atténuer ce risque, les FNB bénéficient d'une garantie en cas de défaillance de l'emprunteur, fournie par BNY Mellon. Cette garantie prévoit le remplacement intégral des titres prêtés en cas de défaut de l'emprunteur.

Les titres prêtés ne sont pas décomptabilisés des états financiers et les garanties autres qu'en trésorerie détenues par les FNB ne sont pas comptabilisées dans les actifs et les passifs correspondants. Le revenu tiré des prêts de titres, le cas échéant, est inscrit à l'état du résultat global, lorsqu'il est gagné.

7. Opérations avec des parties liées

Les FNB reçoivent des services de placement fournis par le gestionnaire ou des sociétés de son groupe. Ces services sont fournis dans le cours normal des activités et sont comptabilisés au montant de la contrepartie convenue entre les parties. Les services de sous-conseiller offerts aux FNB peuvent être assurés en tout ou en partie par Invesco Advisers, Inc. ou Invesco Capital Management LLC, sociétés affiliées au gestionnaire. Le gestionnaire peut demander à une ou plusieurs sociétés affiliées étrangères d'agir à titre de sous-conseiller pour la composante trésorerie du portefeuille de chaque FNB. Les frais de gestion sont présentés dans l'état du résultat global. Les montants à payer au gestionnaire ou à recevoir de celui-ci sont inscrits dans l'état de la situation financière.

Le gestionnaire a nommé le CEI, établi conformément aux exigences du Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement des ACVM. Le mandat du CEI consiste à examiner les politiques et procédures écrites du gestionnaire qui traitent des questions de conflits d'intérêts concernant les FNB et à formuler des commentaires sur ces politiques et procédures. Le CEI peut également approuver certaines fusions mettant en cause les FNB et tout changement d'auditeur des FNB. Des renseignements supplémentaires au sujet du CEI se trouvent dans le prospectus des FNB. Les

Notes annexes

Aux dates indiquées dans les états financiers et pour les périodes closes à ces dates (voir note 1 b))

membres du CEI perçoivent des honoraires pour les services rendus aux FNB, présentés au poste « Frais du comité d'examen indépendant » dans l'état du résultat global pour les périodes indiquées à la note 1 b).

Certains FNB ont participé à des opérations de portefeuille avec d'autres FNB dont le gestionnaire est le gestionnaire ou le sous-conseiller. Ces opérations ont été réalisées par l'entremise d'intermédiaires de marché et selon les conditions applicables du marché.

8. Renseignements sur les honoraires de l'auditeur

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, les honoraires payés ou à payer à PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. s'établissaient à 0,4 M\$ (0,5 M\$ au 31 décembre 2024) pour les services d'audit aux FNB et à 0,2 M\$ (0,2 M\$ au 31 décembre 2024) pour les autres services.

9. Événements postérieurs à la date de clôture

Le 13 janvier 2026, le gestionnaire a annoncé qu'il avait conclu une entente définitive visant la vente des conventions de gestion relatives aux activités de ses fonds canadiens à Placements CI Inc., qui exerce ses activités sous le nom de Gestion mondiale d'actifs CI (« GMA CI »). En vertu de l'entente et sous réserve de l'obtention de tous les consentements et approbations requis, GMA CI deviendra le gestionnaire de fonds de placement, le gestionnaire de portefeuille et le fiduciaire des FNB, selon le cas, et GMA CI conclura une entente à long terme avec certaines sociétés affiliées à Invesco afin de continuer à fournir des services de sous-conseiller pour certains FNB (l'« opération »). En ce qui concerne les présents états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, les FNB qui continueront de recevoir des services de sous-conseiller de certaines sociétés affiliées à Invesco sont les suivants :

- Invesco Canadian Core Plus Bond ETF
- Invesco ESG Canadian Core Plus Bond ETF
- Invesco ESG Global Bond ETF
- Invesco Global Bond ETF
- Invesco NASDAQ 100 Income Advantage ETF
- Invesco S&P 500 Equal Weight Income Advantage ETF

L'opération aura lieu sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation applicables ainsi qu'au respect des autres conditions de clôture d'usage. Le changement de gestionnaire des FNB nécessite l'approbation des porteurs de parts. Le gestionnaire a convoqué des assemblées extraordinaires des porteurs de parts des FNB qui portent sur le changement de gestionnaire. Celles-ci sont prévues aux alentours du 13 avril 2026. Une circulaire d'information décrivant le changement de gestionnaire sera postée aux porteurs de parts avant les assemblées extraordinaires. Si un FNB n'obtient pas l'approbation requise des porteurs de parts, il sera dissous. Si toutes les approbations sont obtenues et toutes les conditions sont respectées, l'opération devrait se conclure d'ici la fin du deuxième trimestre de 2026.

10. Modifications comptables futures

En avril 2024, l'International Accounting Standards Board (IASB) a publié IFRS 18 *États financiers : Présentation et informations à fournir*, qui vise à améliorer la qualité des

informations financières en introduisant de nouvelles exigences, notamment de nouvelles catégories et de nouveaux sous-totaux requis dans l'état du résultat global ainsi que des directives plus précises sur le regroupement des informations. IFRS 18 remplace IAS 1 *Présentation des états financiers*. Cette norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027, mais son adoption anticipée est permise. Le gestionnaire évalue présentement l'incidence de ces nouvelles exigences.

En mai 2024, l'IASB a publié des modifications ciblées aux normes IFRS 9 et IFRS 7 portant sur le classement et l'évaluation des instruments financiers. Ces modifications permettent entre autres de clarifier la date de comptabilisation et de décomptabilisation de certains actifs et passifs financiers et introduisent une exception facultative concernant la décomptabilisation anticipée de passifs financiers réglés au moyen d'un système de virement électronique de trésorerie. Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2026. Le gestionnaire continue d'évaluer l'incidence de ces nouvelles exigences pour l'exercice clos le 31 décembre 2026, mais ne s'attend pas à ce que leur adoption ait une incidence considérable sur les états financiers des FNB.

Au sujet d'Invesco Ltd.

Invesco Canada Ltée est une filiale indirecte entièrement détenue par Invesco Ltd. Invesco Ltd. Invesco Ltd. (NYSE : IVZ) est une société de gestion d'actifs indépendante mondiale dont la mission est de mettre son expérience en placement au service de tous pour les aider à vivre pleinement leur vie. Nos équipes de placement se distinguent en offrant une vaste gamme d'investissements actifs, passifs et alternatifs. Pour de plus amples informations, visitez le site Web **[invesco.com](https://www.invesco.com)**.



Pour nous joindre

Invesco

16, rue York, bureau 1200
Toronto (Ontario) M5J 0E6

Téléphone : 1.800.200.5376
Télécopieur : 1.800.631.7008

reactionscanada@invesco.com
invesco.com/ca

Le rapport de la direction sur le rendement du fonds et les états financiers du fonds seront disponibles en ligne à invesco.com/ca ou à sedarplus.ca. Pour toute question, veuillez communiquer avec nous par téléphone au 1.800.200.5376 ou par courriel à reactionscanada@invesco.com.

Invesco est une dénomination sociale enregistrée d'Invesco Canada Ltée.

* Invesco^{MD} et toutes les marques de commerce afférentes sont des marques de commerce d'Invesco Holding Company Limited, utilisées aux termes d'une licence.

© Invesco Canada Ltée, 2026

ARSSPIDF(03/26) 1680

